



Mobility Safe

Conditions Générales

Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances

0096-B2420A0000.01-01072019

Introduction

Pour faciliter la lecture de ce texte, nous avons remplacé Baloise Insurance par "nous". Lorsque nous écrivons "notre" ou "nos", ceci signifie également Baloise Insurance. Baloise Insurance est le nom commercial de Baloise Belgium SA. Entreprise d'assurances agréée sous le n° de code 0096 et le siège social se situe à City Link, Posthofbrug 16, 2600 Antwerpen, Belgique, RPM Antwerpen, division Antwerpen et BCE (TVA BE) 0400.048.883.

Quand nous écrivons "vous", nous désignons l'assuré.

Vous voulez en savoir plus sur nous? Lisez la brochure de présentation sur notre site web, www.baloise.be. Dans cette brochure, nous vous présentons Baloise Insurance pour que vous sachiez qui nous sommes, de ce qui est important pour nous et des produits et services que nous proposons.

Les Conditions Générales Mobility Safe de Baloise Insurance

Ceci sont les Conditions Générales qui font partie de votre police Véhicules automoteurs que vous prenez via Suzuki Insurance chez Baloise Insurance. Il est important que vous lisiez attentivement ces Conditions Générales. Lisez également tous les autres documents qui font partie de la police.

Vous avez des questions à propos de votre police? Prenez contact avec Suzuki Insurance.

Quelles conditions s'appliquent à votre police?

Les conditions ci-dessous s'appliquent au moins à votre police Véhicules automoteurs. Le terme "police" désigne toutes ces conditions réunies.

1. Conditions Particulières
2. Conditions Générales Mobility Safe
3. Conditions Générales Dispositions Administratives

Vous prenez d'autres assurances encore pour votre véhicule que les assurances des Conditions Générales Mobility Safe? Alors nous étendons votre police avec ces assurances.

Vous prenez par exemple aussi l'assurance Omnium Safe? Dans ce cas, les Conditions Générales Omnium Safe sont aussi d'application.

Vous prenez par exemple aussi l'assurance Protection Juridique Véhicules automoteurs d'Euromex SA? Dans ce cas, les Conditions Générales d'Euromex SA ainsi que les dispositions administratives qui y sont reprises s'appliquent également.

1. Conditions Particulières

Dans les Conditions Particulières figurent par exemple les éléments suivants:

- les données personnelles du preneur d'assurance;
- le véhicule désigné;
- la (les) assurance(s) que vous avez précisé(s);
- les Conditions Générales qui sont valables pour vous.

Toutes les Conditions Générales de Baloise Insurance ont une référence. Dans les Conditions Particulières se trouvent les références des conditions qui sont valables pour vous. Ces références vous permettent de retrouver les bonnes conditions sur notre site web, www.amazon.be.

2. Conditions Générales Mobility Safe

Les Conditions Générales Mobility Safe reprennent:

- les personnes que nous assurons;
- les véhicules que nous assurons;
- les dommages pour lesquels nous payons;
- combien nous payons;
- pour quels dommages nous ne payons pas;
- nos droits et obligations respectifs.

Dans ces Conditions Générales, nous vous offrons plusieurs assurances. Vous prenez plusieurs assurances? Alors votre police Véhicules automoteurs est une police combinée. Ceci a des conséquences importantes pour vous. Quelles conséquences? Vous le saurez en lisant les Conditions Générales Dispositions Administratives.

3. Conditions Générales Dispositions Administratives

Dans les Conditions Générales Dispositions Administratives vous trouverez encore d'autres droits et obligations:

- ce que vous devez faire pour cette assurance;
- l'échéance avant laquelle vous devez faire certaines choses;

- quelles informations vous devez nous communiquer;
- quelles sont les conséquences lorsque vous ne faites pas quelque chose ou que vous le faites trop tard.

L'ordre des documents est important. Les engagements repris dans ces documents sont-ils différents? Dans ce cas, les Conditions Particulières priment sur les Conditions Générales Mobility Safe. À leur tour, celles-ci priment sur les Conditions Générales Dispositions Administratives.

Vous prenez aussi l'assurance Omnium Safe? Dans ce cas, les Conditions Particulières priment sur les Conditions Générales Omnium Safe. A leur tour, celles-ci priment sur le Conditions Générales Dispositions Administratives.

Vous prenez également l'assurance Protection juridique? Alors les Conditions Particulières priment sur les Conditions Générales de cette assurance et sur les dispositions administratives qui y sont reprises.

Autres documents importants

D'autres documents importants font partie de votre police Véhicules automoteurs, comme la carte verte.

Contenu

Partie 1 - Assurance RC Véhicules automoteurs	5
Partie 2 - Suzuki Insurance Assistance pour les voitures de tourisme et les camionnettes.....	23
Partie 3 - Assurance Conducteur	34
Partie 4 - Assurance Transport de biens par la route pour compte propre.....	49

Partie 1 - Assurance RC Véhicules automoteurs

Si vous causez des dommages à autrui, avec votre véhicule, à la suite d'un accident de la circulation.

Vous avez une question? Consultez alors ce contenu et lisez ensuite le bon chapitre. Vous y trouverez la réponse.

Contenu

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle nécessaire?	6
Chapitre 2. Notions	6
Chapitre 3. Type d'assurance	7
Chapitre 4. De quelles personnes assurons-nous la responsabilité et avec quels véhicules?.....	8
Chapitre 5. Dans quels pays êtes-vous assuré ?.....	11
Chapitre 6. Pour quels dommages payons-nous?	11
Chapitre 7. Pour quels dommages payons-nous également?	12
Chapitre 8. À quelles personnes ne payons-nous pas?	12
Chapitre 9. Pour quels dommages ne payons-nous pas?	13
Chapitre 10. Dommages causés par le terrorisme	13
Chapitre 11. Que devez-vous faire en cas d'accident de la circulation?	14
Chapitre 12. Que faisons-nous en cas d'accident de la circulation?	15
Chapitre 13. Combien payons-nous pour les dommages?	15
Chapitre 14. Quand est-ce que vous devez nous rembourser nos dépenses?.....	16
Chapitre 15. Vous achetez un nouveau véhicule ou mettez fin à votre contrat de location	18
Chapitre 16. Comment calculons-nous la prime?	19

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle nécessaire?

L'assurance RC Véhicules automoteurs est une assurance obligatoire. La loi le stipule. Vous devez donc prendre cette *assurance* pour pouvoir circuler sur la voie publique avec un *véhicule*, tel qu'une voiture ou une motocyclette.

Vous causez un *accident de la circulation* avec un *véhicule* que nous assurons? Et vous êtes en tort? Quelqu'un d'autre a des dommages ou quelque chose qui ne vous appartient pas est endommagé? Alors vous devez payer pour ces dommages. Lorsque vous avez cette *assurance*, nous payons pour les dommages que vous occasionnez.

Lisez attentivement les Conditions Générales.

Ces Conditions Générales précisent quand nous payons et le montant que nous payons, mais aussi quand nous ne payons pas.

Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Lisez aussi les Conditions Particulières attentivement.

Elles précisent quel est le *véhicule désigné* et quel usage vous faites de ce *véhicule*. Vous et nous avons pris des engagements supplémentaires? Dans ce cas, ceux-ci sont également repris aux Conditions Particulières. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Chapitre 2. Notions

Les notions reprises ci-dessous ont, aussi bien dans ces Conditions Générales que dans les Conditions Particulières, la signification suivante. Nous vous donnons la signification de ces notions pour éviter tout malentendu. Ces notions sont indiquées en *italique*.

Accident de la circulation

Tout *sinistre* survenu dans la circulation, dans lequel le *véhicule assuré* est impliqué.

Assurance

L'assurance RC Véhicules automoteurs.

Assuré

Toutes les personnes reprises au chapitre 4.

Autrui

La personne qui a subi des dommages et cette *assurance* peut être d'application pour ces dommages.

Étranger

Tous les pays figurant au chapitre 5, sauf la Belgique. Une autorité étrangère est une autorité d'un de ces pays.

Dépenses

L'*indemnité*, les frais de justice et les intérêts.

Détenteur

La personne qui, avec l'autorisation du propriétaire, a le *véhicule désigné* au moment du *sinistre*.

Détournement/détourner

Vous avez confié temporairement votre *véhicule* à quelqu'un pour qu'il l'utilise dans un but déterminé. Cette personne est tenue de rendre le *véhicule* par la suite. Mais cette personne garde votre *véhicule* pour lui-même, l'utilise dans d'autres buts ou le fait disparaître.

Indemnité

Le montant que nous payons pour les dommages causés par un *sinistre* assuré. Nous calculons ce montant selon les conditions de cette *assurance*.

Preneur d'assurance

La personne qui prend cette *assurance*.

Responsabilité/responsable

Vous êtes responsable lorsqu'une personne peut démontrer votre faute, ses dommages et le lien entre votre faute et ses dommages. Vous avez commis une faute, soit en faisant quelque chose soit en ne faisant pas quelque chose.

Sinistre

Un événement qui a causé des dommages à *autrui* ou au bien d'*autrui* et pour lequel cette *assurance* peut être d'application.

Usager faible

Un usager faible est un piéton, un cycliste, un utilisateur de fauteuil roulant, un passager ou une autre personne qui, en Belgique, jouit d'une protection supplémentaire lorsqu'elle est victime d'un *accident de la circulation*.

Véhicule

Un véhicule automoteur qui est construit pour circuler sur le sol. Le véhicule est équipé d'un moteur lui permettant de rouler. Cela peut être n'importe quel moteur, par exemple un moteur à essence ou un moteur électrique. Et le véhicule ne circule pas sur des rails, tel un train, un tram ou un métro.

Véhicule assuré

Tous les *véhicules* et remorques pour lesquels les personnes reprises au chapitre 4 sont assurées dans cette *assurance*. Ces *véhicules* et remorques sont mentionnés au même chapitre.

Véhicule désigné

Le *véhicule* figurant aux Conditions Particulières et tout ce qui y est attelé. Le véhicule désigné c'est aussi la remorque non attelée qui est mentionnée aux Conditions Particulières.

Chapitre 3. Type d'assurance

Cette *assurance* est une assurance de responsabilité obligatoire.

Vous prenez cette assurance de responsabilité chez nous? Dans ce cas, nous payons pour les dommages que vous avez causés à *autrui* avec votre *véhicule*. Nous payons uniquement lorsque vous êtes *responsable* de ces dommages et que vous êtes donc tenu de payer pour ceux-ci.

La loi fait la distinction entre votre *responsabilité* pénale, votre *responsabilité* civile et la *responsabilité* objective. Dans cette *assurance*, nous assurons votre *responsabilité* civile et la *responsabilité* objective.

Vous êtes civilement *responsable* lorsqu'une personne peut démontrer votre faute, ses dommages et le lien entre votre faute et ses dommages. Vous avez commis une faute, soit en faisant quelque chose soit en ne faisant pas quelque chose. Dans certains cas, cela peut aussi être la faute de quelqu'un dont vous êtes *responsable*. Il peut s'agir ici de vos enfants mineurs. Vous êtes l'employeur? Vous êtes alors, dans de nombreux cas, civilement *responsable* des fautes de vos employés. Vous êtes *responsable*? Et vous devez donc payer pour les dommages? Alors une assurance de responsabilité le fait à votre place.

Sans *assurance* de responsabilité, vous devriez payer vous-même pour les dommages.

Parfois il n'est pas nécessaire de commettre une faute pour quand-même devoir payer pour des dommages. Par exemple, un piéton traverse au feu rouge sans regarder. Le feu est vert pour vous et vous le heurtez. Vous n'êtes pas en tort et devez quand-même payer les dommages du piéton. Nous parlons alors de *responsabilité* objective. Nous couvrons également cette *responsabilité* dans cette *assurance*.

Cette *assurance* doit être conforme au Contrat-type. Vous retrouvez le texte du Contrat-type sur notre site web, www.baloise.be. Vous le trouverez sous la rubrique "Votre protection légale".

Nous ne pouvons y déroger que si c'est à votre avantage. Lorsque nous le faisons, nous mettons le texte en gras dans ces Conditions Générales.

Cette *assurance* doit également être conforme à ce qui est stipulé dans la Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

Chapitre 4. De quelles personnes assurons-nous la responsabilité et avec quels véhicules?

Nous n'assurons pas uniquement les dommages que vous occasionnez avec le *véhicule désigné*. Nous le faisons également pour un certain nombre d'autres *véhicules* que vous utilisez occasionnellement. Ci-dessous nous précisons pour quels *véhicules* et remorques cette *assurance* est valable.

A. Le véhicule désigné

Le premier *véhicule* qui est assuré est le *véhicule désigné*. Il s'agit du *véhicule* et de la remorque repris aux Conditions Particulières. Est également assuré, tout ce qui est attelé à ce *véhicule*. Nous assurons **également la remorque non attelée qui n'est pas reprise aux Conditions Particulières si elle satisfait aux conditions suivantes:**

- elle ne peut pas peser plus de 750 kg;
- elle doit porter la plaque d'immatriculation du *véhicule désigné*.

De quelles personnes assurons-nous la *responsabilité*?

Les personnes suivantes sont assurées pour les dommages qu'elles causent à *autrui* avec le *véhicule désigné*:

1. le *preneur d'assurance*;
2. le propriétaire du *véhicule désigné*;
3. le *détenteur* du *véhicule désigné*;
4. le conducteur du *véhicule désigné*;
5. les passagers;
6. l'employeur des personnes reprises ci-dessus. Si vous roulez à la demande de votre employeur, nous payons à la place de l'employeur tenant compte des lois suivantes:
 - la Loi relative aux contrats de travail, ou
 - **la Loi relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques;**
7. **l'organisation pour laquelle les personnes susmentionnées font du volontariat. Si vous roulez à la demande de cette organisation, nous payons à la place de l'organisation, conformément à la Loi relative aux droits des volontaires;**
8. toute autre personne qui est *responsable* des actes des personnes qui sont reprises ci-avant sous les points 1 à 5 compris;
9. la personne qui fournit la corde ou le matériel de remorquage avec lequel un *véhicule* est occasionnellement remorqué par le *véhicule désigné*.

Attention! Quelqu'un a volé le *véhicule désigné*, avec ou sans violence? Ou quelqu'un a acheté de mauvaise foi le *véhicule désigné* à une personne qui l'avait volé? Dans ce cas, nous n'assurons pas la *responsabilité* de cette personne.

B. Le véhicule de remplacement temporaire

Le deuxième *véhicule* pour lequel vous êtes assuré est le véhicule de remplacement temporaire que vous utilisez lorsque le *véhicule désigné* est inutilisable pour un certain temps, par exemple pour cause d'entretien ou de réparation. **Ou même lorsque vous ne pourrez plus jamais utiliser le *véhicule désigné*, comme en cas de perte totale.**

Nous assurons les dommages causés à *autrui* avec le véhicule de remplacement temporaire, uniquement lorsque ce *véhicule* remplit toutes les conditions suivantes:

1. Vous utilisez ce *véhicule* de la même manière que le *véhicule désigné*.
2. Ce *véhicule* n'appartient pas à une des personnes suivantes:
 - le *preneur d'assurance*.
S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, le véhicule de remplacement temporaire ne peut appartenir au conducteur. Il s'agit de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
 - le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou les enfants vivant sous le même toit.
S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, c'est le conjoint ou le partenaire cohabitant de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné* ou les enfants vivant sous le même toit.
 - le propriétaire du *véhicule désigné*;
 - le *détenteur* du *véhicule désigné*.

Attention! Le véhicule de remplacement temporaire peut appartenir au garagiste chez qui se trouve le *véhicule désigné* à ce moment-là.

Vous occasionnez des dommages à *autrui* avec le véhicule de remplacement temporaire? Dans ce cas, nous payons pour ces dommages si le véhicule de remplacement temporaire n'est pas assuré lui-même.

Vous êtes assuré avec le véhicule de remplacement temporaire à partir du moment où vous ne pouvez plus utiliser le *véhicule désigné*. Vous pouvez utiliser le véhicule de remplacement temporaire au maximum pendant 30 jours d'affilée. Au-delà de cette période, cette assurance n'est plus valable pour ce *véhicule*. Dans le cas d'un *sinistre* survenu après ces 30 jours, nous ne payons donc pas pour ces dommages.

Le *véhicule désigné* a 2 ou 3 roues? Dans ce cas, le véhicule de remplacement temporaire doit également avoir 2 ou 3 roues. Il a 4 roues? Dans ce cas, les dommages que vous occasionnez à *autrui* avec celui-ci ne sont pas assurés. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

De quelles personnes assurons-nous la *responsabilité*?

Les personnes suivantes sont assurées avec le véhicule de remplacement temporaire lorsqu'elles causent des dommages à *autrui*.

2 situations sont possibles: c'est l'*assurance* d'une personne ou c'est l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale.

1. Il s'agit de l'*assurance* d'une personne:

- le *preneur d'assurance*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

Ces personnes sont assurées lorsqu'elles causent des dommages à *autrui* alors qu'elles conduisent ce *véhicule*, **s'y trouvent en tant que passager, ou détenteur**. Les personnes qui doivent payer pour les fautes de ce conducteur, de **ce détenteur ou de ce passager**, sont également assurées. Par exemple, lorsqu'une personne doit payer pour les dommages que son enfant a causés.

2. Il s'agit de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale:

- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

Ces personnes sont assurées lorsqu'elles causent des dommages à *autrui* quand elles conduisent ce *véhicule*, **s'y trouvent en tant que passager, ou détenteur**. Les personnes qui doivent payer pour les fautes de ce conducteur, de **ce détenteur ou de ce passager**, sont également assurées. Par exemple, lorsqu'un employeur doit payer pour les dommages que son employé a causés.

C. Le véhicule conduit occasionnellement

Le troisième *véhicule* pour lequel vous êtes assuré est un *véhicule* avec lequel vous roulez occasionnellement. Vous occasionnez des dommages à *autrui* avec le *véhicule* conduit occasionnellement? Dans ce cas, nous payons pour les dommages si le *véhicule* conduit occasionnellement n'est pas assuré lui-même. Ceci s'applique même lorsque, par exemple, votre conjoint utilise à ce moment-là le *véhicule désigné*.

Nous assurons les dommages causés à *autrui* avec ce *véhicule* conduit occasionnellement, uniquement lorsque ce *véhicule* n'appartient pas à une des personnes suivantes:

- le *preneur d'assurance*.
S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, le *véhicule* conduit occasionnellement ne peut appartenir au conducteur. Il s'agit de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou les enfants vivant sous le même toit. S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, ce sont le conjoint ou le partenaire cohabitant de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné* ou les enfants vivant sous le même toit;
- le propriétaire du *véhicule désigné*;
- le *détenteur* du *véhicule désigné*.

Dans les situations suivantes vous n'êtes pas assuré avec un *véhicule* conduit occasionnellement:

- Lorsque le *véhicule désigné* est utilisé pour transporter des personnes qui paient pour ceci. Par exemple, lorsque c'est un taxi.
- Lorsque le *véhicule désigné* est utilisé pour transporter des biens ou des choses. Par exemple, lorsque vous utilisez le *véhicule* pour livrer des colis.
- Lorsque le *preneur d'assurance* ou le propriétaire du *véhicule désigné* est une entreprise qui négocie des *véhicules*, répare des *véhicules*, fabrique des *véhicules*, loue des *véhicules* ou entretient des *véhicules*.

Le *véhicule désigné* a 2 ou 3 roues? Dans ce cas, le *véhicule* conduit occasionnellement doit également avoir 2 ou 3 roues. Il a 4 roues? Dans ce cas, les dommages que vous occasionnez à *autrui* avec celui-ci ne sont pas assurés. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

De quelles personnes assurons-nous la *responsabilité*?

Les personnes suivantes sont assurées avec le *véhicule* conduit occasionnellement lorsqu'elles causent des dommages à *autrui*. 2 situations sont possibles: c'est l'*assurance* d'une personne ou c'est l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale.

1. Il s'agit de l'*assurance* d'une personne:

- le *preneur d'assurance*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

Ces personnes sont assurées lorsqu'elles causent des dommages à *autrui* alors qu'elles conduisent ce *véhicule*, **s'y trouvent en tant que passager, ou détenteur**. Les personnes qui doivent payer pour les fautes de ce conducteur, de **ce détenteur ou de ce passager** sont également assurées. Par exemple, lorsqu'une personne doit payer pour les dommages que son enfant a causés.

2. Il s'agit de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale:

- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

Ces personnes sont assurées lorsqu'elles causent des dommages à *autrui* alors qu'elles conduisent ce *véhicule*, **s'y trouvent en tant que passager, ou détenteur**. Les personnes qui doivent payer pour les fautes de ce conducteur, de **ce détenteur ou de ce passager**, sont également assurées. Par exemple, lorsqu'un employeur doit payer pour les dommages que son employé a causés.

D. Le véhicule volé ou détourné ou la remorque volée ou détournée

Le quatrième *véhicule* pour lequel vous êtes assuré est le *véhicule* ou la remorque du *preneur d'assurance* qui est volé ou *détourné*. Le *véhicule* volé ou *détourné* ou la remorque volée ou *détournée* a causé des dommages à *autrui*? Dans ce cas, nous payons pour ces dommages. Sauf si quelqu'un d'autre doit payer pour les dommages. Alors, nous ne payons pas.

Les dommages causés à *autrui* avec le *véhicule* volé ou *détourné* ou la remorque volée ou *détournée* sont uniquement assurés si toutes les conditions suivantes sont remplies:

- ce *véhicule* ou cette remorque était assuré chez nous;
- le *preneur d'assurance* a remplacé ce *véhicule* ou cette remorque par le présent *véhicule désigné*;
- cette personne a déposé plainte auprès de la police dans les 72 heures qui ont suivi la découverte du vol ou du *détournement*.

De quelles personnes assurons-nous la *responsabilité*?

Les personnes suivantes sont assurées avec le *véhicule* volé ou *détourné* ou avec la remorque volée ou *détournée* lorsqu'elles causent des dommages à *autrui*.

2 situations sont possibles: c'est l'*assurance* d'une personne ou c'est l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale.

1. Il s'agit de l'*assurance* d'une personne:

- le *preneur d'assurance*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

2. Il s'agit de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale:

- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

E. Le véhicule précédent qui n'est plus assuré

Le cinquième *véhicule* pour lequel vous êtes assuré est le *véhicule* dont le *preneur d'assurance* est le propriétaire et qu'il a remplacé par le présent *véhicule désigné*. Il n'a donc pas encore vendu le *véhicule* précédent. Il s'agit donc d'une situation dans laquelle il a 2 *véhicules* pendant un certain temps. Le *véhicule* précédent ne peut plus être assuré, pas même chez un autre assureur. Vous occasionnez des dommages à *autrui* avec le *véhicule* précédent? Dans ce cas, nous payons pour les dommages. Sauf si quelqu'un d'autre doit payer pour les dommages. Alors, nous ne payons pas.

L'assurance pour le *véhicule* précédent débute au moment où le *preneur d'assurance* prend l'assurance pour le *véhicule* qui le remplace. Celle-ci est valable pendant au maximum 16 jours. Après cette période, cette assurance n'est plus valable pour le *véhicule* qui le remplace. Dans le cas d'un *sinistre* survenu après ces 16 jours, nous ne payons donc pas pour ces dommages.

De quelles personnes assurons-nous la *responsabilité*?

Les personnes suivantes sont assurées avec le *véhicule* précédent qui n'est plus assuré lorsqu'elles causent des dommages à *autrui*.

2 situations sont possibles: c'est l'assurance d'une personne ou c'est l'assurance d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale.

1. Il s'agit de l'assurance d'une personne:

- le *preneur d'assurance*;
- son conjoint ou son partenaire cohabitant;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*;
- la personne qui fait un tour d'essai avec le *véhicule*, avec l'autorisation du propriétaire.

2. Lorsqu'il s'agit de l'assurance d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale:

- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- son conjoint ou son partenaire cohabitant;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*;
- la personne qui fait un tour d'essai avec le *véhicule*, avec l'autorisation du propriétaire.

Chapitre 5. Dans quels pays êtes-vous assuré ?

Cette assurance est valable dans les pays suivants:

Allemagne	Espagne	Lituanie	République tchèque
Andorre	Estonie	Luxembourg	Roumanie
ARYM (ancienne République yougoslave de Macédoine)	Finlande	Malte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Autriche	France	Maroc	Saint-Marin
Belgique	Grèce	Monaco	Serbie ²
Bosnie-Herzégovine	Hongrie	Monténégro	Slovénie
Bulgarie	Islande	Norvège	Suède
Chypre ¹	Irlande	Pays-Bas	Suisse
Cité du Vatican	Italie	Pologne	Tunisie
Croatie	Lettonie	Portugal	Turquie
Danemark	Liechtenstein	République slovaque	

¹Chypre: vous êtes uniquement assuré dans les parties de Chypre qui sont administrées par le gouvernement de la république de Chypre.

²Serbie: vous êtes uniquement assuré dans les parties de la Serbie qui sont administrées par le gouvernement de la république de Serbie.

Chapitre 6. Pour quels dommages payons-nous?

Vous êtes avec un *véhicule assuré* sur une voie publique, sur un terrain public, sur un terrain sur lequel des personnes sont autorisées à se rendre ou sur un terrain privé? Et vous causez un *accident de la circulation avec un véhicule assuré*, occasionnant ainsi des dommages à *autrui* ou endommageant le bien d'*autrui*? Dans ce cas, cette assurance paie pour les dommages. Cette assurance fait au minimum tout ce qui est stipulé dans la Loi du 31 mai 2017 modifiant la Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et ce qui est stipulé dans le Contrat-type.

Que faisons-nous lorsque les victimes sont des *usagers faibles*?

Les piétons, les cyclistes, les utilisateurs de fauteuil roulant, les passagers et autres *usagers faibles*, en Belgique, jouissent d'une protection supplémentaire. La loi le stipule. Ils sont victimes d'un *accident de la circulation* dans lequel est impliqué un *véhicule assuré*? Et cet accident survient sur une voie publique, sur un terrain public ou sur un terrain sur lequel des personnes sont autorisées à se rendre? Dans ce cas, nous indemnisons leurs blessures s'ils sont blessés, ainsi que les dommages causés à leurs vêtements causés par ces blessures. Nous payons aussi pour les blessures ainsi que pour les dommages causés aux vêtements des passagers dans le cas d'une course de vitesse ou d'un concours de vitesse, d'une course de régularité ou d'un concours de régularité ou d'une course d'adresse ou un concours d'adresse pour lesquels les autorités n'ont pas donné leur autorisation.

L'*usager faible* décède? Dans ce cas, nous payons pour les dommages après et à la suite de ce décès.

Que payons-nous encore en cas d'*accident de la circulation* à l'étranger?

En cas d'*accident de la circulation* à l'étranger, nous payons ce que nous devons payer conformément à la législation en vigueur dans le pays où vous avez occasionné le *sinistre*.

La législation y est moins favorable pour vous que ce qui figure dans les conditions de votre *assurance RC Véhicules automoteurs*? Dans ce cas, nous appliquons tout de même vos conditions.

Que payons-nous encore en cas d'*accident de la circulation* à l'étranger?

Une autorité étrangère saisit le *véhicule désigné* ou vous envoie en prison? Et cette autorité réclame un montant pour restituer le *véhicule* ou pour vous libérer? Dans ce cas, nous payons ce montant ou garantissons à cette autorité qu'elle recevra le montant. Vous avez payé ce montant? Dans ce cas, nous vous le remboursions.

Le montant que nous payons est une avance. Nous payons cette avance uniquement lorsque nous allons payer pour les dommages. L'autorité ne juge pas nécessaire de conserver ce montant? Dans ce cas, si nous le demandons, vous devez nous aider à récupérer ce montant auprès de cette autorité.

Nous perdons notre argent parce qu'une autorité étrangère garde une partie ou la totalité de l'argent que nous avons payé? Ou cette autorité étrangère utilise notre argent pour le paiement d'une amende, pour un contrat pénal afin de terminer ou de prévenir un conflit, aussi appelée une transaction, ou pour les frais de justice en matière répressive? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.

Chapitre 7. Pour quels dommages payons-nous également?

Blessures à la suite d'un accident

Quelqu'un est blessé à la suite d'un **accident** et vous transportez gratuitement cette personne blessée avec le *véhicule assuré*? Et vous devez dès lors faire nettoyer ou réparer le revêtement du *véhicule assuré*? Dans ce cas, nous en payons les frais.

Chapitre 8. À quelles personnes ne payons-nous pas?

Voici les personnes auxquelles nous ne payons pas pour les dommages qu'elles ont subis:

1. Quelqu'un fait quelque chose qui a causé des dommages à *autrui* et il doit payer pour ces dommages? Et de ce fait il subit lui-même aussi des dommages? Dans ce cas, nous ne payons pas pour ses propres dommages.

Dans 2 situations, nous payons bel et bien pour ses propres dommages:

- Un autre *assuré* a causé une partie de ces dommages? Dans ce cas, nous payons cette partie.
- Les dommages sont-ils causés par un vice du *véhicule*? Dans ce cas, nous payons bel et bien pour les propres dommages.

Parfois, quelqu'un cause des dommages à quelqu'un sous la responsabilité de qui il se trouve. Dans ce cas, nous payons pour les dommages de cette personne responsable. Par exemple, nous payons aux parents pour les dommages à leur habitation familiale, que leur fils de 16 ans a causés avec son vélomoteur. Ils sont en effet *responsables* des actes de leur fils. Le fils a également causé des dommages à son vélomoteur et à ses vêtements? Nous ne payons pas pour ces dommages.

2. Quelqu'un a causé un *sinistre* et la personne qui est *responsable* de lui doit payer pour ses fautes? Dans ce cas, nous ne payons pas pour les dommages de cette première personne. Une partie des dommages est causée par un autre assuré? Dans ce cas, nous payons cette partie.
- Un employé a causé un *sinistre* et son employeur doit payer pour ses erreurs parce que cela est stipulé dans une des lois suivantes:
 - la Loi relative aux contrats de travail, ou
 - **la Loi relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques?**
 Et de ce fait, l'employé a lui-même subi des dommages? Dans ce cas, nous ne payons pas pour les dommages de l'employé. Un autre *assuré* que l'employé est responsable d'une partie de ces dommages? Dans ce cas, nous payons pour cette partie.
 - **Un volontaire a causé un *sinistre* et l'organisation doit payer pour ses erreurs parce que cela est stipulé dans la Loi relative aux droits des volontaires? Et de ce fait, le volontaire subit aussi des dommages? Dans ce cas, nous ne payons pas pour les dommages du volontaire. Un autre *assuré* que le volontaire est responsable d'une partie de ces dommages? Dans ce cas, nous payons pour cette partie.**
3. Un piéton ou un cycliste, un utilisateur de fauteuil roulant, un passager ou un autre *usager faible* de plus de 14 ans subit des dommages? Et ces dommages sont causés uniquement à la suite d'un suicide ou d'une tentative de suicide? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Chapitre 9. Pour quels dommages ne payons-nous pas?

Nous ne payons pas pour les dommages suivants:

1. Les dommages au *véhicule assuré*. Nous payons en revanche dans 2 situations:
 - Il y a des dommages lorsque le *véhicule* a été remorqué occasionnellement.
 - Lorsque quelqu'un est blessé à la suite d'un **accident** et que vous transportez cette personne blessée dans le *véhicule*. Et que vous devez dès lors faire nettoyer ou réparer le revêtement du *véhicule assuré*.
2. Les dommages aux biens et choses que vous transportez pour votre travail et non gratuitement. Dans ce cas, nous payons pour les dommages causés aux vêtements personnels et aux bagages des passagers.
3. Les dommages causés par quelqu'un qui a volé le *véhicule désigné*, avec ou sans violence, ou qui a acheté de mauvaise foi le *véhicule désigné* à quelqu'un qui l'avait volé.
4. Les dommages causés uniquement par les biens et choses que vous transportez dans le *véhicule assuré* ou du fait que vous avez déposé ou voulu déposer ces biens et choses dans ce *véhicule*. Ou du fait que vous en avez retiré ou avez voulu en retirer ces biens.
5. Les dommages lors de votre participation avec le *véhicule assuré* à:
 - une course de vitesse ou un concours de vitesse;
 - une course de régularité ou un concours de régularité;
 - une course d'adresse ou un concours d'adresse;
 pour lesquels les autorités ont donné leur autorisation.
6. Les dommages payés conformément à la Loi relative à la responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire.

Nous ne payons pas les amendes et frais de justice dans les affaires pénales. Ni les arrangements amiables avec le Ministère public. Ou les sommes que vous devez payer immédiatement lorsque la police constate que vous avez enfreint le règlement général sur la circulation routière. Par exemple, lorsque vous devez payer une amende pour être passé au feu rouge.

Chapitre 10. Dommages causés par le terrorisme

Nous payons pour ces dommages dans les limites de cette *assurance*.

Nous payons uniquement pour les dommages assurés, causés par le terrorisme, et causés à des personnes qui résident officiellement en Belgique ou à des *véhicules* et des remorques qui sont immatriculés en Belgique.

Qu'est-ce que le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme précise ce qu'est le terrorisme:

- une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité,
- à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses,
- exécutée individuellement ou en groupe,
- et attentant à des personnes,

- ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel,
- soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités,
- soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Règles spéciales pour les dommages causés par le terrorisme

Des règles spéciales s'appliquent en cas de dommages causés par le terrorisme. Celles-ci sont mentionnées dans la Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Cette loi relative au terrorisme détermine la manière dont les assureurs doivent traiter les dommages causés par le terrorisme. Cette loi a été publiée au Moniteur belge du 15 mai 2007. Vous pouvez retrouver le texte de cette loi sur http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi.pl ou sur www.trip-asbl.be. Ou informez-vous auprès de votre intermédiaire.

Cette loi prime sur cette *assurance*. S'il y a des différences, nous appliquons la loi relative au terrorisme. Par exemple, s'il y a des différences quant au montant que nous payons en cas de dommages ou combien de temps cela dure avant que nous ne payions.

L'asbl TRIP a été fondée sur la base de cette loi. Nous sommes membres de cette association. L'ensemble des membres de l'association paie pour tous les dommages causés par le terrorisme un montant maximal par an. En 2016, ce montant s'élevait à un peu plus de 1,2 milliard d'EUR. Chaque année, ce montant change en fonction de l'évolution des salaires et des prix en Belgique.

Comment traitons-nous les dommages causés par le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 prime sur cette *assurance*.

En 2007, un Comité spécial est créé pour les dommages causés par le terrorisme. Ce Comité détermine si un événement est un acte de "terrorisme". Le Comité se compose de différents représentants des autorités et de 2 représentants de l'asbl TRIP. Ils décident qu'un événement est un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, nous appliquons les instructions du Comité, même s'il y a des différences par rapport aux conditions de votre *assurance*. Ils déterminent aussi qui recevra quel pourcentage de l'*indemnité*. Le Comité estime que l'événement n'est pas un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, les conditions de votre *assurance* sont valables.

Chapitre 11. Que devez-vous faire en cas d'accident de la circulation?

Vous avez causé un *accident de la circulation* avec un *véhicule assuré* et causé des dommages à *autrui*? Dans ce cas, vous devez faire ce qui est indiqué ci-dessous:

1. Vous devez d'abord tout faire pour prévenir et limiter les dommages autant que possible.
2. Communiquez-nous ensuite le plus rapidement possible, et en tout cas dans les 8 jours, toutes les informations et tous les documents relatifs à l'*accident de la circulation* et aux dommages.

Vous devez nous faire parvenir les informations suivantes:

- les circonstances de l'*accident de la circulation*;
- les causes de l'*accident de la circulation*;
- l'ampleur des dommages;
- les personnes impliquées dans l'*accident de la circulation*;
- les témoins de l'*accident de la circulation*;
- les services de police qui sont intervenus lors de l'*accident de la circulation*.

Le mieux est de compléter entièrement notre constat amiable d'accident automobile.

3. Après avoir complété le constat amiable d'accident automobile, il est possible que vous receviez encore d'autres informations et documents. Transmettez-les-nous également le plus rapidement possible. Par exemple:
 - la déclaration à la police;
 - les documents indiquant l'ampleur des dommages;
 - d'autres documents relatifs à l'*accident de la circulation* que vous recevez, par exemple de la police, du Parquet, du Ministère public ou du tribunal, comme une citation.
4. Vous ne pouvez pas reconnaître devant *autrui* que vous êtes en tort dans l'*accident de la circulation*. Vous ne pouvez pas non plus prendre d'engagements à ce sujet. Par exemple, pas d'arrangements sur l'ampleur des dommages ou sur le paiement d'un montant. Vous ne pouvez faire ce genre de choses que lorsque nous vous en avons donné l'autorisation, par lettre ou par courriel. Vous le faites quand-même, sans notre autorisation? Dans ce cas, vous en assumez les conséquences et pas nous.
5. Vous pouvez toutefois parler à *autrui* de l'*accident de la circulation*. Vous pouvez raconter ce qui s'est passé. Par exemple dire que vous êtes passé au feu rouge. Vous pouvez également aider *autrui* après l'*accident de la circulation*, en donnant un peu d'argent ou en aidant les personnes blessées. Par exemple, vous pouvez donner de l'argent à la personne du *véhicule* que vous avez heurté pour qu'elle puisse prendre un bus afin de rentrer chez elle.

6. Le juge vous demande de vous rendre au tribunal? Dans ce cas, vous devez vous y rendre.
7. Vous avez des dommages causés par le terrorisme? Dans ce cas, vous devez également faire ceci:
 - vous devez aussi déclarer les dommages à la police si nous le demandons;
 - vous devez faire tout ce que les pouvoirs publics vous demandent pour obtenir le montant que les pouvoirs publics paient pour les dommages;
 - prévenez-nous immédiatement si vous recevez un montant de la part des pouvoirs publics.

Chapitre 12. Que faisons-nous en cas d'accident de la circulation?

Vous êtes impliqué dans un *accident de la circulation*? Et vous causez des dommages à *autrui*? Et vous êtes assuré à cet effet? Dans ce cas, nous faisons ce qui est repris ci-dessous:

1. Votre intermédiaire et nous vous aidons à régler l'*accident de la circulation*.
2. Nous avons décidé de payer ou de ne pas payer pour les dommages? Nous vous en informons le plus vite possible.
3. Quelqu'un veut que vous payiez pour les dommages? Et nous avons décidé de payer pour les dommages? Dans ce cas, nous payons pour ces dommages à votre place si vous en êtes *responsable*. Nous les payons à la personne qui a subi ces dommages ou aux personnes qui ont subi ces dommages. En plus de l'*indemnité*, nous devons également payer les intérêts et les frais de justice, les frais d'avocats et d'experts.
Nous payons les frais de justice, les frais d'avocats et d'experts si nous avons décidé que cela est nécessaire, soit nous vous les remboursons après vous avoir donné l'autorisation de payer ces frais.
Nous payons également ces frais lors d'un conflit d'intérêts entre vous et nous. Dans ce cas, vos intérêts sont différents des nôtres. Par exemple, vous n'êtes pas d'accord avec le fait que vous êtes *responsable* mais nous voulons payer pour éviter une longue procédure judiciaire. Vous menez alors cette longue procédure judiciaire vous-même. Nous payons ces frais uniquement lorsque vous n'êtes pas à l'origine de ce conflit d'intérêts. Nous payons alors uniquement les frais qui sont raisonnables.
4. Quelqu'un veut que vous payiez pour les dommages? Mais nous trouvons cela non justifié? Nous pouvons informer cette personne que sa demande n'est pas justifiée. Si cette personne continue à insister pour un paiement, nous continuons à vous défendre si nous et vous n'avons pas de conflit d'intérêts. Dans ce cas, vos intérêts sont identiques aux nôtres. Mais nous pouvons également payer pour les dommages ou une partie de ceux-ci si nous avons une raison de le faire. Ce paiement ne signifie pas que nous admettons que vous avez causé l'*accident de la circulation*. Vous pouvez toujours réclamer le montant des dommages à quelqu'un d'autre. Mais vous devez dans ce cas pouvoir démontrer que cette autre personne a causé les dommages.
5. Le Ministère public décide de vous poursuivre au pénal? Vous devez dans ce cas vous défendre vous-même. Nous ne pouvons pas interférer dans cette procédure. Vous pouvez décider vous-même si vous prenez un avocat ou non. Les frais de l'avocat sont à votre charge. Nous nous défendons uniquement quant à la question de savoir si vous devez payer pour les dommages, et combien. Nous vous en tenons au courant. Nous pouvons payer pour des dommages lorsque nous le jugeons nécessaire.

Chapitre 13. Combien payons-nous pour les dommages?

1. Pour les dommages corporels, nous n'avons pas convenu de montant maximal. Une nouvelle loi prévoit un montant maximal? Dans ce cas, nous payons au maximum le nouveau montant stipulé par la législation, à partir du moment où la législation nous y autorise.
2. Pour les dommages causés aux biens, aux choses, aux *véhicules* et aux bâtiments, nous payons au maximum 100 millions d'EUR par *sinistre*. La couverture illimitée pour les biens, les choses, les *véhicules* et les bâtiments, figurant à l'article 5 du Contrat-type, n'est plus valable. La Loi du 12 janvier 2007, modifiant la loi relative à l'*assurance* obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, prévoit ceci.
La loi stipule que nous devons adapter les montants pour les dommages aux biens, aux choses, aux *véhicules* et aux bâtiments, au nouveau prix à la consommation, tous les 5 ans. La première adaptation a eu lieu le 1er janvier 2011.
3. Une autorité étrangère saisit le *véhicule désigné* ou vous devez aller en prison? Et l'autorité veut un paiement pour restituer le *véhicule désigné* ou pour vous libérer? Dans ce cas, nous payons au maximum 62.000,00 EUR. Ce montant vaut pour le *véhicule désigné* et pour tous les *assurés* ensemble. Nous majorons ce montant uniquement des frais que nous devons exposer pour récupérer ce montant.

Chapitre 14. Quand est-ce que vous devez nous rembourser nos dépenses?

Parfois, une personne doit nous rembourser nos *dépenses*. Dans le Contrat-type, on appelle cela le "Recours de la compagnie". Voici les situations dans lesquelles une personne doit nous rembourser nos *dépenses*.

A. Dans les situations suivantes, le preneur d'assurance doit nous rembourser

1. Lorsque le conducteur est âgé de moins de 23 ans
Il est mentionné aux Conditions Particulières que le conducteur est âgé de 23 ans ou plus? Ou aucun conducteur n'est mentionné dans les Conditions Particulières? Et le *sinistre* est causé par un conducteur de moins de 23 ans? Dans ce cas, le *preneur d'assurance* doit nous rembourser 150,00 EUR.
2. Lorsque la prime n'est pas payée
Le *preneur d'assurance* n'a pas payé la prime de cette *assurance* et nous avons dès lors arrêté temporairement cette *assurance*? Dans ce cas, il doit nous rembourser.
Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, il doit tout rembourser.
Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, il doit rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.
3. Lorsque vous donnez trop peu d'informations ou des informations erronées
Le *preneur d'assurance* nous communique intentionnellement trop peu d'informations ou des informations erronées sur le *véhicule désigné* ou sur les conducteurs habituels ou sur des informations importantes pour cette *assurance*? Dans ce cas, il doit tout nous rembourser.

B. Dans les situations suivantes, l'assuré qui a causé le sinistre doit nous rembourser

1. Lorsque le *sinistre* est causé intentionnellement
Vous avez causé le *sinistre* intentionnellement? Dans ce cas, vous devez tout nous rembourser.
2. Lorsque le conducteur a consommé de l'alcool, des médicaments ou de la drogue
Vous avez causé le *sinistre* parce que vous étiez ivre? Ou vous avez consommé autre chose, comme de la drogue ou des médicaments par exemple, et vous avez causé le *sinistre* de ce fait? Dans ce cas, vous devez nous rembourser. Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout nous rembourser.
Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.
3. Lorsque vous détenez le *véhicule assuré* avec abus de confiance, *détournement* ou escroquerie
Vous vous êtes approprié le *véhicule assuré* par abus de confiance, vous l'avez *détourné* ou vous avez escroqué le propriétaire? Ou vous êtes complice? Dans ce cas, vous devez nous rembourser lorsque vous causez un *sinistre*.
Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout nous rembourser.
Nous avons payé plus de 10.000,00 EUR? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

C. Dans les situations suivantes, le preneur d'assurance ou un autre assuré, s'il est responsable, doit nous rembourser

1. Lorsque vous participez à une course de vitesse, de régularité, d'adresse ou autres concours, pour lesquels les autorités n'ont pas donné leur autorisation
Vous avez causé le *sinistre* du fait d'avoir participé à une course de vitesse ou à un concours de vitesse, à une course de régularité ou à un concours de régularité, à une course d'adresse ou à un concours d'adresse qui n'étaient pas autorisés par les autorités? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.
Si vous pouvez prouver que vous n'avez pas causé le *sinistre* et que celui-ci s'est produit à l'encontre de vos instructions ou à votre insu, vous ne devez rien rembourser.
Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout nous rembourser.
Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.
2. Lorsque vous n'étiez pas autorisé à conduire
Vous avez causé le *sinistre* alors que vous ne pouviez pas conduire à cet endroit ou parce que vous n'aviez pas de permis de conduire ou de certificat valable? Ou vous étiez sous le coup d'une interdiction de conduire en Belgique? Ou vous ne pouviez pas conduire selon la législation belge? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.
Si vous pouvez prouver que vous n'avez pas causé le *sinistre*, vous ne devez rien rembourser.

Vous ne disposez pas d'un permis de conduire valable? Et cela est le cas parce que vous n'avez pas traité une formalité administrative? Comme l'échange de votre permis de conduire auprès du service Permis de conduire? Dans ce cas, vous ne devez rien nous rembourser.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout nous rembourser.

Nous avons payé plus de 10.000,00 EUR? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

3. Lorsqu'il y avait trop de passagers dans le *véhicule*

Vous avez causé le *sinistre* alors qu'il y avait plus de passagers dans le *véhicule* que le nombre autorisé? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.

Si vous pouvez prouver que vous n'avez pas causé le *sinistre* et que celui-ci s'est produit à l'encontre de vos instructions ou à votre insu, vous ne devez rien rembourser.

Vous n'avez pas effectué le transport rémunéré de personnes? C'est le transport de personnes contre paiement. Dans ce cas, nous calculons le nombre de passagers comme suit:

- nous ne comptons pas les enfants de moins de 4 ans;
- nous ne comptons les enfants de 4 à 15 ans révolus que pour 2/3 d'une place;
- nous comptons les passagers de plus de 15 ans pour une place.

Nous arrondissons le résultat du calcul à l'unité supérieure.

Exemple

Vous roulez avec votre conjoint, votre mère, votre enfant de 3 ans, votre enfant de 5 ans, un enfant de 15 ans et un enfant de 16 ans révolus. Dans ce cas, vous avez $1 + 1 + 0 + 2/3 + 2/3 + 1 = 3 + 4/3 = 4 + 1/3$ donc 5 passagers.

Nombre de passagers dans le *véhicule*: 5

Nombre autorisé de passagers: 4

Nombre de passagers en trop dans le *véhicule*: 1

Vous devez nous rembourser 1/5 de ce que nous avons payé.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout rembourser.

Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

4. Lorsque vous n'étiez pas autorisé à transporter des passagers

Vous avez causé le *sinistre* alors que vous transportiez des passagers et que ce n'était pas autorisé? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout rembourser.

Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

Si vous pouvez prouver que vous n'avez pas causé le *sinistre* et que celui-ci s'est produit à l'encontre de vos instructions ou à votre insu, vous ne devez rien rembourser.

5. Lorsqu'en cas de *sinistre*, vous ne faites pas ce que vous deviez faire selon cette *assurance*

Vous avez causé le *sinistre* mais vous n'avez pas fait ce que vous deviez faire selon les stipulations de cette *assurance*?

Dans ce cas, vous devez nous rembourser. Vous lirez ce que vous devez faire au chapitre 11.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout rembourser.

Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

Vous ne remboursez jamais plus que le préjudice que nous subissons.

6. Lorsqu'en cas de *sinistre*, vous faites trop tard ce que vous deviez faire selon cette *assurance*

Vous avez causé le *sinistre* et vous avez fait ce qu'il fallait faire, mais trop tard? Dans ce cas, vous devez nous rembourser.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, vous devez tout rembourser.

Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, vous devez rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

Vous ne remboursez jamais plus que le préjudice que nous subissons.

Vous l'avez fait trop tard? Mais vous pouvez prouver que vous ne pouviez vraiment pas le faire plus tôt? Dans ce cas, vous ne devez rien rembourser.

D. Dans le cas suivant, l'assuré qui a causé le sinistre ou la personne qui est responsable de cette personne doit nous rembourser

Lorsque le *véhicule désigné* a un autre propriétaire

Le *preneur d'assurance* a vendu le *véhicule désigné* et quelqu'un d'autre est donc propriétaire de ce *véhicule*? Et le *preneur d'assurance*, son conjoint, **son partenaire cohabitant** ou les enfants vivant sous le même toit ont causé le *sinistre* avec ce *véhicule*? Et le *sinistre* a eu lieu dans les 16 jours suivant la vente du *véhicule*? Dans ce cas, nous payons.

Quelqu'un d'autre cause le *sinistre* au cours de ces 16 jours? Cette personne, ou quiconque en est *responsable* doit nous rembourser.

Nous avons payé **10.000,00 EUR**, ou moins? Dans ce cas, elle doit tout nous rembourser.

Nous avons payé plus de **10.000,00 EUR**? Dans ce cas, elle doit rembourser la moitié mais au minimum **10.000,00 EUR** et au maximum **30.000,00 EUR**.

Exceptions en votre faveur

Le Contrat-type stipule que vous devez aussi nous rembourser:

1. lorsque le *véhicule assuré* n'a pas de certificat de contrôle technique valable au moment du *sinistre*;
2. lorsque le *preneur d'assurance* nous a donné par inadvertance trop peu d'informations ou des informations erronées sur le *véhicule désigné* ou sur les conducteurs habituels, qui sont importantes pour cette *assurance*.

Nous avons décidé que vous ne devez pas nous rembourser dans ces deux situations.

Chapitre 15. Vous achetez un nouveau véhicule ou mettez fin à votre contrat de location

Le propriétaire vend le *véhicule désigné* et achète un nouveau *véhicule*? Dans ce cas, les règles ci-dessous sont valables. Ces règles sont également valables lorsque le *véhicule désigné* est pris en location ou en leasing et qu'il est mis fin à ce contrat de location ou de leasing.

A. Pour le nouveau véhicule

Le propriétaire achète un nouveau *véhicule*? Dans ce cas, nous voulons le savoir le plus rapidement possible.

Le propriétaire ne nous en a pas encore informés et il a déjà vendu le *véhicule désigné*? Dans ce cas, le nouveau *véhicule* est quand même assuré durant 16 jours, s'il porte la plaque d'immatriculation de l'ancien *véhicule*. Ces 16 jours commencent au moment où le propriétaire a vendu le *véhicule désigné*.

Le propriétaire nous fait savoir dans ces 16 jours qu'il a un nouveau *véhicule*? Dans ce cas, cette *assurance* est aussi valable pour le nouveau *véhicule*, avec application des conditions et du calcul de prime qui sont d'application au moment du remplacement de l'ancien *véhicule*.

Attention! Il ne le fait pas dans les 16 jours? Alors cette *assurance* est temporairement suspendue. Cela signifie que l'*assurance* n'est pas valable temporairement. Vous ne devez donc pas payer de prime. Vous causez ensuite un *sinistre* avec le nouveau *véhicule*? Dans ce cas, nous ne payons pas.

B. Pour l'ancien véhicule

Le propriétaire vend le *véhicule désigné*? Dans ce cas, il doit nous le faire savoir le plus rapidement possible.

L'ancien *véhicule* est assuré encore pendant 16 jours après la vente, s'il porte la même plaque d'immatriculation qu'avant la vente et qu'aucune autre *assurance* n'est en cours.

Quelles personnes sont assurées?

Les personnes suivantes sont assurées lorsqu'elles causent des dommages à *autrui*.

2 situations sont possibles: c'est l'*assurance* d'une personne ou c'est l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale.

1. Il s'agit de l'*assurance* d'une personne:

- le *preneur d'assurance*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

2. Lorsqu'il s'agit de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale:

- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
- son conjoint **ou son partenaire cohabitant**;
- les enfants vivant sous le même toit, qui ont l'âge requis par la législation pour pouvoir conduire un *véhicule*.

Une autre personne cause un *sinistre* durant cette période? Dans ce cas, nous payons pour les dommages. Mais cette personne ou la personne qui est *responsable* de cette personne doit nous rembourser nos *dépenses*.

Le nouveau propriétaire nous informe dans les 16 jours qu'il veut assurer l'ancien *véhicule* chez nous? Et nous sommes d'accord? Dans ce cas, nous établissons une nouvelle police pour l'ancien *véhicule*.

Le nouveau propriétaire de l'ancien *véhicule* ne le fait pas dans les 16 jours? Dans ce cas, l'*assurance* du précédent propriétaire, pour cet ancien *véhicule*, n'est plus valable. Quelqu'un cause ensuite un *sinistre* avec ce *véhicule*? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Chapitre 16. Comment calculons-nous la prime?

A. Quelles données utilisons-nous?

Nous calculons la prime tenant compte des données que nous recevons de votre part concernant:

1. les données du *preneur d'assurance*;
2. les conducteurs habituels du *véhicule désigné*. Ce sont les personnes qui conduisent le plus le *véhicule*;
3. les données du *véhicule désigné*;
4. les faits ou circonstances communiqués par vous et par les conducteurs habituels. Par exemple l'usage du *véhicule*, combien de *sinistres* les conducteurs habituels ont déjà causés.

À la prime nous ajoutons les taxes et les frais.

Sur la base de ces données et de nos critères de segmentation repris sur www.baloise.be sous la rubrique "Votre protection légale", nous déterminons quels engagements nous prenons avec vous et nous fixons le montant de la prime. Ces engagements sont repris aux Conditions Particulières que nous vous transmettons.

Attention! En cas de modification de ces critères de segmentation connus, vous ne pouvez pas mettre fin à l'*assurance*.

B. La prime dépend également du nombre de sinistres antérieurs

La manière dont nous calculons la prime déroge à ce qui est prévu à l'article 38 du Contrat-type. L'article 1 de l'Arrêté Royal du 16 janvier 2002, MB du 14 février 2002, nous donne l'autorisation de calculer la prime d'une autre manière.

Nous calculons le montant de la prime en tenant compte également du nombre de *sinistres* que vous et les conducteurs habituels ont eus antérieurement. Plus il y a de *sinistres* en tort, plus la prime est élevée. Moins il y a de *sinistres* en tort, moins la prime est élevée. Nous calculons la prime à l'aide des données reprises dans les 2 tableaux ci-dessous. Nous expliquons comment cela fonctionne.

C. Comment déterminons-nous le degré bonus-malus?

Nous calculons d'abord le degré bonus-malus auquel vous commencez. Nous calculons ce degré tenant compte des données suivantes:

1. Nous recevons les "attestations de sinistralité" vous concernant et concernant les conducteurs habituels. Ceux-ci indiquent le nombre de *sinistres* que chacun a eus au cours des 5 dernières années. Si quelqu'un a un permis de conduire depuis moins de 5 ans, nous remontons aussi loin que nous le pouvons.
2. Ensuite, nous examinons depuis combien temps chacun a un permis de conduire de catégorie B ou de catégorie plus élevée.
3. Enfin, nous déterminons l'usage du *véhicule*: usage limité ou usage professionnel.

L'usage limité signifie que le *véhicule* est utilisé à titre privé et pour se rendre au travail et à la maison. Le *véhicule* ne peut pas être utilisé à des fins professionnelles, sauf par:

- les employés qui ne travaillent pas dans le service extérieur;
- les indépendants qui ont une profession sédentaire;
- les officiants du culte catholique romain, protestant, islamique, anglican, israélite ou orthodoxe;
- les agriculteurs et maraîchers participant régulièrement aux travaux manuels de l'entreprise.

On entend par usage professionnel, le fait que vous utilisiez le *véhicule* pour le travail ou entre 2 lieux où vous travaillez.

Nous calculons le degré sur la base de ces données et du tableau 1. Nous mentionnons ce degré ou le degré bonus-malus aux Conditions Particulières. Vous ou les conducteurs habituels ne possédez pas "d'attestations de sinistralité"? Dans ce cas, nous appliquons le degré 14 en usage professionnel. Vous utilisez le *véhicule désigné* de manière limitée? Dans ce cas, nous appliquons le degré 11.

Tableau 1. Comment calculons-nous le degré?

Nombre d'années de permis de conduire	Usage limité			Usage professionnel		
	Nombre de sinistres en tort des 5 dernières années			Nombre de sinistres en tort des 5 dernières années		
	0	1	2	0	1	2
< 1	11	16	21	14	19	22
1	10	15	20	13	18	22
2	9	14	19	12	17	22
3	8	13	18	11	16	21
4	7	12	17	10	15	20
5	6	11	16	9	14	19
6	5	10	15	8	13	18
7	4	9	14	7	12	17
8	3	8	13	6	11	16
9	2	7	12	5	10	15
10	1	6	11	4	9	14
11	0	5	10	3	8	13
12	-1	4	9	2	7	12
13	-2	3	8	1	6	11
14	-2	2	7	0	5	10
15	-2	1	6	-1	4	9
16	-2	0	5	-2	3	8
17	-2	-1	4	-2	2	7
18	-2	-2	3	-2	1	6
19	-2	-2	3	-2	0	5
20	-2	-2	3	-2	-1	4
21	-2	-2	3	-2	-2	3
≥22	-2	-2	3	-2	-2	3

Vous avez eu plus de 2 *sinistres* en tort au cours des 5 dernières années ? Ou il n'y a pas de conducteur habituel? Dans ce cas, nous décidons du degré que nous vous attribuons.

Vous nous transmettez "les attestations de sinistralité". Vous ou les conducteurs habituels avez eu d'autres *sinistres* en tort par la suite, avant le commencement de cette *assurance*? Dans ce cas, vous devez nous le signaler.

Le montant de la prime

Ensuite, nous calculons le montant de la prime. Nous calculons la prime à l'aide du tableau 2. Nous vous montrons comment nous procédons, à l'aide d'exemples de calcul ci-dessous.

Tableau 2. Comment calculons-nous la prime en fonction du degré?

Degrés	Pourcentage
22	200
21	160
20	140
19	130
18	123
17	117
16	111
15	105
14	100
13	95
12	90
11	85
10	81
9	77
8	73
7	69
6	66
5	63
4	60
3	57
2	54
1	54
0	54
-1	54
-2	54

Exemple de calcul 1

Vous possédez votre permis de conduire depuis 10 ans, par exemple? Le *véhicule* est en usage limité? Et d'après votre "attestation de sinistralité", vous avez eu un *sinistre* en tort au cours des 5 dernières années? Dans ce cas, vous pouvez lire dans le tableau 1 que votre degré est 6. Dans le tableau 2, vous pouvez lire qu'avec le degré 6, vous payez 66 %. Dès lors, vous payez 66 % de la prime normale et recevez donc une réduction de 34 %.

Exemple de calcul 2

Vous n'avez pas "d'attestations de sinistralité"? Dans ce cas, nous appliquons le degré 14 en cas d'usage professionnel. Comme vous le lisez dans le tableau 2, le pourcentage est de 100 %. La prime 100 est la prime normale. Le *véhicule désigné* est à usage limité? Dans ce cas, nous appliquons le degré 11. C'est-à-dire 85 %. La prime est donc de 15 % inférieure à la prime normale.

D. Quand change la prime que vous payez?

1. Chaque année le degré baisse d'un degré. Ceci se fait à l'échéance principale de cette *assurance*. Cette date figure aux Conditions Particulières. Dans le tableau 2, vous pouvez lire comment la prime diminue.
2. Au cours de l'année précédant cette date d'échéance principale, l'*assuré* a eu un *sinistre* pour lequel nous avons payé ou pour lequel nous devons payer? Alors, le degré augmente de 5 degrés. Cela vaut pour chaque *sinistre*. S'il y a deux *sinistres*, le degré augmente donc de 10 degrés.

Attention!

- Les *sinistres* avec un *usager faible* dont vous n'êtes pas *responsable* n'augmentent pas le degré.
- Nous tenons compte ici d'une année qui prend fin le 15 du mois précédant l'échéance principale annuelle. Cette période est inférieure à 9,5 mois? Alors, cette période ne sera prise en compte que l'année suivante.

Exemple de calcul 3

Vous êtes au degré 3 et avez eu un *sinistre* pour lequel nous avons dû payer?
Dans ce cas, nous calculons le degré qui vous sera attribué l'année suivante, comme suit.

Degré actuel:	3	3
Chaque année, vous descendez d'un degré:	-1	-1
Vous avez eu 1 <i>sinistre</i> pour lequel nous avons dû payer:	+5	
Vous avez eu 2 <i>sinistres</i> pour lesquels nous avons dû payer		+10
Le degré qui vous est attribué l'année suivante est:	7	12

Qu'est-ce que cela implique pour la prime que vous devrez payer l'année suivante?

Si vous avez eu 1 *sinistre*, votre degré passe de 3 à 7. Le tableau 2 indique que vous paierez 69 % de la prime normale, au lieu de 57 %.

Si vous avez eu 2 *sinistres*, votre degré passe de 3 à 12. Vous paierez donc 90 % de la prime normale, au lieu de 57 %.

3. Le *preneur d'assurance* remplace le *véhicule désigné*? Dans ce cas, son degré ne change pas.
4. Le *véhicule désigné* est désormais utilisé autrement? Dans ce cas, le degré change, sauf si vous bénéficiez de la garantie -2.
 - Vous passez d'un usage limité à un usage professionnel? Le degré augmente alors de 3 degrés.
 - Vous passez d'un usage professionnel à un usage limité? Le degré diminue alors de 3 degrés.
5. L'*assurance* est-elle temporairement suspendue? Cela signifie que l'*assurance* n'est temporairement pas valable et que nous ne devons pas payer en cas de dommages. Cette *assurance* est à nouveau valable? Dans ce cas, on applique le degré que vous aviez au moment où vous avez arrêté l'*assurance*.
6. Il n'y a pas de degré inférieur à -2, ni supérieur à 22. Quoi qu'il arrive.
7. Vous n'avez pas eu de *sinistre* durant 4 années consécutives? Et le degré est quand même encore supérieur à 14? Dans ce cas, nous diminuons le degré jusqu'à 14.

E. Garantie -2

Le degré est de -2? Nous convenons alors avec vous que vous gardez le degré -2, même après un *sinistre*. Mais nous pouvons prendre une autre décision à ce sujet, dans les cas suivants:

1. après avoir dû payer pour 3 *sinistres*, ou plus;
2. après un *sinistre* en état d'ivresse ou d'intoxication alcoolique punissable. Ou sous influence d'autre chose, par exemple de médicaments ou de drogues;
3. après un *sinistre*, soit causé intentionnellement, soit avec fraude, soit avec délit de fuite;
4. après un *sinistre* causé par le fait que le conducteur n'est plus apte à conduire. Cette situation doit aussi ressortir de l'examen réalisé par un organisme indépendant ou par un médecin.

F. Pour quelles assurances cette méthode de calcul est-elle appliquée?

La méthode de calcul mentionnée ci-dessus s'applique à toutes les *assurances* qui ont été prises à partir du 8 octobre 2012.

Partie 2 - Suzuki Insurance Assistance pour les voitures de tourisme et les camionnettes

Contenu

Chapitre 1. En quoi Suzuki Insurance Assistance est-elle utile?.....	24
Chapitre 2. Notions	24
Chapitre 3. Quelles sont les personnes assurées?.....	26
Chapitre 4. Quels sont les véhicules assurés?	26
Chapitre 5. Quand recevez-vous de l'assistance?	27
Chapitre 6. Quand ne recevez-vous pas d'aide?	27
Chapitre 7. Quelle assistance recevez-vous?.....	29
Chapitre 8. Quelle assistance médicale recevez-vous?.....	30
Chapitre 9. Que devez-vous encore savoir à propos de Suzuki Insurance Assistance?	32
Chapitre 10. Que devez-vous faire quand vous bénéficiez de notre aide?	32
Chapitre 11. Plaintes.....	33

Chapitre 1. En quoi Suzuki Insurance Assistance est-elle utile?

Vous avez un *sinistre immobilisant*? Et votre *véhicule* ne peut plus rouler? Dans ce cas, vous recevez de l'aide de Suzuki Insurance Assistance.

Que devez-vous faire quand vous avez besoin de notre aide?

Téléphonez-nous si vous avez besoin d'aide. Faites-le immédiatement ou le plus rapidement possible. Nous vous aiderons ou nous veillerons à ce que vous receviez de l'aide.

Téléphone: +32 253 62 75

Les services sont accessibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Donnez-nous les informations suivantes:

- le numéro de police de votre assurance RC;
- la plaque d'immatriculation du *véhicule désigné*;
- le nom et l'adresse du propriétaire de ce *véhicule*;
- l'endroit où se trouve le *véhicule désigné*;
- les autres informations pertinentes.

Vous faites appel à Suzuki Insurance Assistance? Dans ce cas, vous ne serez pas en contact téléphonique avec un collaborateur de Suzuki Insurance. C'est parce que VAB SA fournit l'assistance en Belgique et à l'étranger pour Suzuki Insurance sous le nom commercial Suzuki Insurance Assistance.

Voici les données techniques de VAB SA.

VAB SA, TVA BE 0436.267.594, RPM Anvers, division Anvers et dont le siège social est établi à Pastoor Coplaan 100, 2070 Zwijndrecht.

Lisez attentivement les Conditions Générales.

Ces Conditions Générales précisent quand nous vous assistons et ce que nous faisons, mais également quand nous ne fournissons pas d'assistance. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Lisez attentivement les Conditions Particulières.

Elles indiquent quel est le *véhicule désigné* et si notre aide vous est accordée. Vous et nous avons pris des engagements supplémentaires? Dans ce cas, ceux-ci sont également repris dans les Conditions Particulières. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Chapitre 2. Notions

Les notions reprises ci-dessous ont, aussi bien dans ces Conditions Générales que dans les Conditions Particulières, la signification suivante. Nous vous donnons la signification de ces notions pour éviter tout malentendu. Ces notions sont indiquées en *italique*.

Pour faciliter la lecture de ce texte, nous avons remplacé Suzuki Insurance Assistance et VAB SA par "nous". Lorsque nous écrivons "nos" ou "notre", ceci signifie également Suzuki Insurance Assistance et VAB SA.

Lorsque nous écrivons "vous", ceci signifie l'assuré.

Accident de la circulation

Tout impact entre le *véhicule désigné* et une autre partie ou un obstacle stationnaire ou mobile survenu dans la circulation. Cela rend le voyage ou le déplacement prévu avec ce *véhicule* impossible, dangereux ou peu sûr au sens du code de la route, pour le *véhicule* ou les passagers.

Assistance

L'aide que fournit Suzuki Insurance Assistance, est accordée par VAB SA, TVA BE 0436.267.594, RPM Anvers, division Anvers et dont le siège social est établi à Pastoor Coplaan 100, 2070 Zwijndrecht.

Assureur mandaté

Baloise Insurance. Baloise Insurance est le nom commercial de Baloise Belgium SA, BCE (TVA BE) 0400.048.883, RPM Anvers, division Anvers. Entreprise d'assurances agréée sous le n° de code 0096, dont le siège social est établi à City Link, Posthofbrug 16, 2600 Anvers.

Bris de vitres

Tout dommage au pare-brise, lunette arrière, vitres latérales ou au verre (ou matière équivalente) du toit ouvrant, qui rend l'usage normal du *véhicule désigné* impossible.

Domicile

L'endroit en Belgique où l'assuré habite et est domicilié.

Dommages corporels

L'événement soudain indépendant de la volonté du *preneur d'assurance* qui entraîne une lésion corporelle ou une blessure, dont la cause est extérieure à l'organisme de la victime. Cette lésion ou cette blessure est constatée par un docteur agréé dans le pays dans lequel l'évènement s'est produit.

Évacuation sanitaire

Le transport d'un assuré blessé. Du personnel médical comme un docteur ou un infirmier peut éventuellement s'occuper de cet assuré pendant le transport vers un centre de soins belge ou étranger. Nous ne faisons une telle évacuation qu'en cas d'urgence médicale avec impossibilité de traitement adapté sur place.

Événements naturels

Tempête, grêle, foudre, chute de roches, chute de pierres, avalanche, pression d'une quantité excessive de neige, *inondation*, tremblement de terre, glissement de terrain ou affaissement de terrain et éruption volcanique.

Heurt avec des animaux

Le heurt avec l'animal lui-même et les dommages consécutifs. Ceux-ci surviennent par exemple, lorsqu'après le heurt avec l'animal, vous percutez un *véhicule* garé pendant votre manœuvre d'évitement.

Incendie

Les dommages causés au *véhicule désigné* par le feu, l'explosion, la foudre, les retours de flammes et le court-circuit.

Inondation

- l'eau qui déborde des rives de ruisseaux, de rivières, de canaux, de lacs, d'étangs ou de mers. Elle est provoquée par la pluie, la grêle ou la fonte de la neige ou de la glace;
- l'eau provenant d'une rupture de barrage ou d'un raz-de-marée;
- l'eau et la boue qui s'écoulent à cause des pluies excessives ou des averses de grêle et du fait que le sol n'est pas capable d'absorber toute l'eau. Cela s'explique par une présence déjà excessive d'eau dans le sol;
- l'eau provenant du débordement ou du refoulement d'égouts publics. Cela s'explique par des pluies ou des averses de grêle excessives, par la fonte de la neige ou de la glace, ou lors d'une *tempête*.

Panne

Tout événement au cours duquel une pièce se casse ou au cours duquel un défaut électrique se produit, à cause duquel le *véhicule désigné* ne peut plus rouler.

Preneur d'assurance

La personne qui prend l'assurance RC Véhicules automoteurs pour le *véhicule désigné*.

Remorque

Un chariot sans moteur conçu pour être tracté par un *véhicule*.

Sinistre immobilisant

Lorsque le *véhicule désigné* subit ceci:

- *accident de la circulation*;
- tentative de *vol*;
- *vol*;
- *incendie*;
- *bris de vitres*;

- *événements naturels*;
- *heurt avec des animaux*.

La conséquence directe est que le *véhicule désigné* ne peut plus rouler ou qu'il est dangereux de rouler avec celui-ci selon le règlement de la circulation.

Tempête

Des vents de 80 kilomètres à l'heure ou plus. La vitesse du vent est mesurée par la station d'observation la plus proche de l'Institut royal météorologique ou d'une institution comparable.

Terrorisme

La Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme précise ce qu'est le terrorisme:

- une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité,
- à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses,
- exécutée individuellement ou en groupe,
- et attentant à des personnes,
- ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel,
- soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités,
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Vandalisme

Une autre personne que l'assuré démolit ou endommage le *véhicule désigné* intentionnellement. L'usage normal de votre *véhicule* devient donc impossible. Nous assimilons une tentative de *vol* au vandalisme. Restent exclus:

- la démolition par un assuré ou avec sa participation;
- les petits dommages, *vol* des accessoires ou des affaires personnelles et autres dommages avec lesquels le *véhicule désigné* peut encore rouler.

Véhicule

Un véhicule automoteur qui est construit pour circuler sur le sol. Le véhicule est équipé d'un moteur lui permettant de rouler. Cela peut être n'importe quel moteur, par exemple un moteur à essence ou un moteur électrique. Et le véhicule ne circule pas sur des rails, tel un train, un tram ou un métro.

Véhicule désigné

Le *véhicule* et la (les) *remorque(s)* figurant aux Conditions Particulières.

Vol

Le vol ou le détournement du *véhicule désigné* par quelqu'un d'autre que l'assuré ou les membres de sa famille ou avec la participation de quelqu'un d'autre que l'assuré ou les membres de sa famille. Vous ne recevez notre aide en cas de vol que si vous avez déposé plainte auprès de la police dans les 24 heures après que vous avez constaté le vol. Vous pouvez remettre le récépissé de votre déclaration.

Chapitre 3. Quelles sont les personnes assurées?

Voici les personnes qui peuvent utiliser Suzuki Insurance Assistance. Elles doivent résider officiellement en Belgique et y être domiciliées.

1. Le *preneur d'assurance*.
2. Le propriétaire du *véhicule désigné*.
3. La personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*.
4. Les passagers du *véhicule désigné* qui voyagent gratuitement, mais pas les auto-stoppeurs.

Chapitre 4. Quels sont les véhicules assurés?

Voici les véhicules pour lesquels Suzuki Insurance Assistance s'applique. Cela peut être une voiture de tourisme, une camionnette (au max. 3,5 t) ou une remorque.

A. Le véhicule désigné

Le premier *véhicule* pour lequel Suzuki Insurance Assistance s'applique est le *véhicule désigné*. Il s'agit du *véhicule* figurant aux Conditions Particulières.

Suzuki Insurance Assistance ne s'applique pas aux véhicules avec plaques de transit ou plaques commerciales, ou aux véhicules sans certificat de contrôle technique valable.

B. La remorque

Le deuxième *véhicule* pour lequel Suzuki Insurance Assistance s'applique est la *remorque* de moins de 3,5 tonnes et qui fait moins de 6 mètres. Elle doit être attelée au *véhicule désigné* qui a un certificat de contrôle technique valable. Nous entendons aussi par *remorque*:

- une caravane;
- un camping-car.

La *remorque* n'est pas attelée au *véhicule désigné*? Ou elle fait plus de 6 mètres ou pèse plus de 3,5 tonnes? Dans ce cas, Suzuki Insurance Assistance n'est pas applicable.

Chapitre 5. Quand recevez-vous de l'assistance?

Le fait de bénéficier d'aide dépend du *véhicule* et des assurances que vous avez chez nous. L'aide dont vous pouvez bénéficier figure au chapitre 7.

Avez-vous une assurance RC Véhicules automoteurs chez nous? Dans ce cas, vous bénéficiez de notre aide si vous remplissez les conditions suivantes:

1. L'assurance RC Véhicules automoteurs est applicable au moment du *sinistre immobilisant*. À la suite de ce sinistre, vous ne pouvez plus rouler avec le *véhicule désigné*. Vous avez besoin d'aide immédiate. Et vous nous l'avez aussi immédiatement demandée.
2. Vous avez eu le sinistre en Belgique ou dans un des pays suivants.

Allemagne	Espagne	Lituanie	République tchèque
Andorre	Estonie	Luxembourg	Roumanie
ARYM (ancienne République yougoslave de Macédoine)	Finlande	Malte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Autriche	France	Maroc	Saint-Marin
Belgique	Grèce	Monaco	Serbie ²
Bosnie-Herzégovine	Hongrie	Monténégro	Slovénie
Bulgarie	Islande	Norvège	Suède
Chypre ¹	Irlande	Pays-Bas	Suisse
Cité du Vatican	Italie	Pologne	Tunisie
Croatie	Lettonie	Portugal	Turquie
Danemark	Liechtenstein	République slovaque	

¹Chypre: Vous ne recevez de l'aide que dans les parties de Chypre qui sont administrées par le gouvernement de la république de Chypre.

²Serbie: Vous ne recevez de l'aide que dans les parties de la Serbie qui sont administrées par le gouvernement de la république de Serbie.

Attention! Suzuki Insurance Assistance ne s'applique pas s'il y a la guerre dans ces pays. Ou si le pays n'est pas sûr en raison, par exemple, d'émeutes ou d'insurrection ou d'autres circonstances imprévues qui rendent notre aide impossible. Cela ne s'applique pas pour la Belgique.

Chapitre 6. Quand ne recevez-vous pas d'aide?

Dans les situations ci-dessous, vous ne bénéficiez pas de l'aide de Suzuki Insurance Assistance ou nous ne payons pas pour le remorquage du *véhicule désigné*.

1. Au moment du *sinistre immobilisant* ou lorsque vous avez constaté que vous avez des dommages, vous ne nous avez pas immédiatement demandé de l'aide. Il n'était pas nécessaire que vous receviez de l'aide.
2. Vous avez refusé notre aide.

Attention! Vous pouvez refuser notre aide et régler votre propre aide. Mais dans ce cas, nous ne payons pas ou nous ne vous aidons pas non plus.

Exception en votre faveur

La police exige que le *véhicule désigné* soit remorqué à l'étranger sur l'autoroute? Et l'assurance RC Véhicules automoteurs s'applique au *sinistre immobilisant*? Dans ce cas, nous remboursons les frais de remorquage jusqu'à 200,00 EUR, TVA comprise. Nous remboursons aussi les frais que vous avez subis pour le premier appel téléphonique. Vous devez nous remettre pour cela les originaux des factures.

Dans les situations ci-dessous, vous ne recevez pas d'aide non plus:

- si le *véhicule désigné* connaît une *panne*;
- si le *sinistre immobilisant* a été causé intentionnellement ou à la suite d'un suicide ou d'une tentative de suicide;
- en cas de fraude, de falsification ou de faux témoignage de votre part ou des membres de votre famille;
- si le *sinistre immobilisant* est dû à une réaction atomique, à la radioactivité ou à des rayonnements ionisants;
- si le *sinistre immobilisant* est dû au *terrorisme* conformément à la Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le *terrorisme*;
- si le *sinistre immobilisant* se produit pendant que vous participez activement à: une guerre ou à des faits de même nature, une guerre civile, des attentats, des troubles civils ou politiques, des conflits du travail, une grève et un lock-out, des émeutes, des actes de violence collective.

Attention! Vous n'y participez pas activement? Dans ce cas, nous payons;

- si vous ne déposez pas plainte auprès de la police en cas de *vol* du *véhicule désigné* dans les 24 heures après que vous avez constaté les dommages ou le *vol*;
- si le *vol* a été commis par l'assuré ou par les membres de sa famille ou avec la participation de ceux-ci;
- en cas de *vol* d'accessoires, d'appareils radio ou d'objets personnels qui n'entravent pas le fonctionnement normal du *véhicule désigné*;
- si le *sinistre immobilisant* se produit pendant que vous participez à:
 - une course de vitesse, un concours de vitesse ou un entraînement en vue de ceux-ci;
 - une course de régularité, un concours de régularité ou un entraînement en vue de ceux-ci;
 - une course d'adresse, un concours d'adresse ou un entraînement en vue de ceux-ci;
- si le sinistre se produit alors que vous participez à un pari ou à un défi;
- si le sinistre survient alors que le conducteur a plus de 0,5g/l d'alcool dans le sang. On parle ici de 0,5 pour mille. Ou si le conducteur a plus de 0,22 mg/l d'alcool par litre d'air expiré. Vous avez quand même reçu de l'aide et nous pouvons démontrer qu'il existe un lien entre la consommation d'alcool et le sinistre? Dans ce cas, vous devez nous rembourser les frais que nous avons eus;
- si le sinistre survient alors que le conducteur a consommé de la drogue, des médicaments ou d'autres produits susceptibles d'influencer son comportement au volant. Vous avez quand même reçu de l'aide et nous pouvons démontrer qu'il existe un lien entre la consommation de drogues, de médicaments ou d'autres produits et le sinistre? Dans ce cas, vous devez nous rembourser les frais que nous avons eus;
- si le *véhicule désigné* ne peut plus rouler parce qu'il est au garage pour un entretien;
- les conséquences nuisibles normalement prévisibles d'un acte ou de l'absence d'un acte dont vous vous rendez coupable;
- si nous ne pouvons pas accorder les prestations assurées à la suite d'un cas de force majeure;
- en cas d'affections ou de petites blessures que ne vous empêchent pas de poursuivre votre voyage.

Nous ne payons pas les frais suivants:

- les frais de réparation du *véhicule désigné*;
- les frais de remorquage à la suite d'une *panne*;
- le dépannage ou le remorquage en cas d'inaccessibilité du *véhicule désigné* pour nos prestataires de services;
- les frais de repas et de boissons;
- les dommages qu'a l'assuré parce qu'il ne peut pas rouler avec le *véhicule désigné*;
- les frais de taxi, sauf ceux qui sont repris expressément dans ces Conditions Générales;
- les frais qui étaient déjà prévus avant le départ à l'étranger (frais de séjour, ...);
- les frais de douane;
- les frais de remorquage engagés sur ordre des autorités (la police);
- les frais de remorquage ou de transport engagés sans l'autorisation de l'assistance;
- les frais pour les pièces de rechange, les frais d'entretien du *véhicule désigné*;
- les frais de l'immobilisation pendant l'entretien du *véhicule désigné*;

- les frais ou les dommages causés par un *vol* autre que celui mentionné dans ces Conditions Générales;
- les frais de carburant, de lubrification et de péage;
- les frais de diagnostic du réparateur et les frais de démontage;
- les frais de manière générale, si le *véhicule désigné* n'est pas en ordre d'un point de vue du contrôle technique;
- les frais des examens et des traitements non agréés par l'INAMI;
- les prestations effectuées sans que vous nous ayez demandé une autorisation préalable;
- tous les frais que nous ne mentionnons pas expressément dans ces Conditions Générales.

Chapitre 7. Quelle assistance recevez-vous?

A. En Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg

Au chapitre 5 est indiqué quand vous recevez de l'aide. Ci-dessous vous retrouvez de quelle aide vous pouvez bénéficier.

1. Le véhicule désigné ne peut plus rouler à la suite d'un sinistre immobilisant?

Vous pouvez recevoir l'aide suivante:

a. Pour vous

Le dépanneur ne peut pas réparer le *véhicule désigné* et le mettre en état de marche sur place? Nous vous ramenons au *domicile* du conducteur ou à votre destination en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg avec vos bagages personnels.

b. Pour le *véhicule désigné*

Nous envoyons un dépanneur sur place. Il ne peut pas réparer le *véhicule désigné* et le mettre en état de marche sur place? Dans ce cas, nous amenons le *véhicule désigné* chez le distributeur Suzuki agréé que vous choisissez.

Vous pouvez aussi bénéficier d'aide supplémentaire en utilisant une voiture de remplacement en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg.

Les conditions sont les suivantes:

- vous avez eu un *sinistre immobilisant* avec le *véhicule désigné*;
- ce *véhicule* ne peut pas être réparé dans les 24 heures;
- vous nous avez appelé pour cela.

Vous remplissez ces trois conditions? Nous réglons une voiture de remplacement catégorie B pour vous auprès du distributeur Suzuki agréé que vous choisissez.

Nous organisons et payons votre transport de l'endroit de l'immobilisation du *véhicule désigné* jusqu'au centre de location de la voiture de remplacement.

Combien de temps pouvez-vous utiliser cette voiture de remplacement?

- Nous réglons une voiture de remplacement pour 10 jours consécutifs au maximum à compter du jour du *sinistre immobilisant* (hors *vol*).
- Votre *véhicule* a été volé? Dans ce cas, nous réglons pour vous une voiture de remplacement pour 30 jours au maximum à compter du jour où nous avons reçu votre déclaration.

Que devez-vous faire?

- ramener la voiture de remplacement dans le même état que lors de la réception;
- vous ne pouvez utiliser le *véhicule* que pendant la période de garantie;
- vous devez vous tenir aux conditions mentionnées sur le formulaire de la mise à disposition;
- en cas de restitution de la voiture de remplacement, vous nous le signalez par téléphone au numéro 03 253 62 75.

2. Le véhicule désigné a été volé

Le *véhicule désigné* a été volé en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg? Portez plainte auprès de la police dans les 24 heures après que vous avez constaté le *vol*.

Vous pouvez recevoir l'aide suivante:

a. Pour vous

Nous vous ramenons à votre *domicile* en Belgique.

b. Pour le *véhicule*

Le *véhicule désigné* a été volé en Belgique ou au Grand-Duché de Luxembourg? Nous organisons et payons son transport depuis l'endroit où votre *véhicule* a été retrouvé chez votre distributeur Suzuki officiel.

B. À l'étranger (en dehors de la Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg)

Vous pouvez obtenir l'aide suivante pour vous et pour le *véhicule désigné* dans tous les pays figurant au chapitre 5, mais à l'exception de la Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

a. Pour vous

Le *véhicule désigné* ne peut pas être réparé le jour de l'immobilisation?

Dans ce cas, nous payons:

- les frais de séjour (nuitée), ou
- les frais de transport pour poursuivre le voyage pendant la durée des réparations, jusqu'à 65,00 EUR au maximum (TVA comprise) par passager assuré, par jour et ce, durant au maximum 4 jours consécutifs.

Le *véhicule désigné* ne peut pas être réparé dans les 5 jours ouvrables après un *sinistre immobilisant*? Dans ce cas, nous organisons et nous payons le retour des passagers assurés vers leur *domicile* en Belgique.

- La distance que vous devez parcourir jusqu'à votre *domicile* est inférieure à 1.000 km? Dans ce cas, nous optons pour le train. Vous voyagez en première classe.
- La distance que vous devez parcourir jusqu'à votre *domicile* est supérieure à 1.000 km? Dans ce cas, nous optons pour l'avion. Vous voyagez en classe économique.

b. Pour le *véhicule désigné*

- Réparation en cas de *sinistre immobilisant*

Nous envoyons un dépanneur sur place. Il ne peut pas réparer le *véhicule désigné* et le mettre en état de marche sur place? Dans ce cas, nous amenons le *véhicule désigné* chez le distributeur Suzuki agréé le plus proche.

- Le *véhicule désigné* ne peut pas être réparé dans les 5 jours ouvrables?
 - Nous organisons et payons le transport du *véhicule désigné* chez votre distributeur Suzuki agréé en Belgique. Les frais de transport sont supérieurs à la valeur résiduelle du *véhicule désigné*? La valeur résiduelle est le montant que vaut encore le *véhicule désigné* au moment du *sinistre immobilisant*. Nous ne ramenons pas votre *véhicule* en Belgique mais nous vous payons la valeur résiduelle de ce *véhicule*.
Attention! Vous laissez vos bagages dans le *véhicule désigné*? Dans ce cas, c'est sous votre responsabilité. Cela vous occasionne des frais? Dans ce cas, vous les payez vous-même.
 - Vous faites réparer le *véhicule* sur place? Mais vous ne pouvez pas attendre la fin de la réparation? Et vous n'utilisez pas de voiture de remplacement? Dans ce cas, vous recevez un ticket pour récupérer votre *véhicule* dès qu'il est réparé:
 - La distance que vous devez parcourir est inférieure à 1.000 km? Dans ce cas, nous optons pour le train. Vous voyagez en première classe.
 - La distance que vous devez parcourir est supérieure à 1.000 km? Dans ce cas, nous optons pour l'avion. Vous voyagez en classe économique.

Il apparaît que certaines pièces nécessaires au bon fonctionnement du *véhicule* ne sont pas disponibles pour la réparation sur place? Dans ce cas, nous organisons et payons l'envoi de ces pièces par la voie la plus rapide. Nous tenons alors compte des législations locales et internationales et nous pouvons vérifier que ces pièces ne sont effectivement pas disponibles sur place. Les frais de l'envoi ne peuvent pas être supérieurs aux frais pour ramener le *véhicule* en Belgique. Ou à la valeur résiduelle du *véhicule*.
Attention! Vous communiquez des références erronées des pièces nécessaires? Dans ce cas, c'est sous votre responsabilité. Cela vous occasionne des frais? Dans ce cas, vous les payez vous-même.
Dans les 2 mois après leur envoi, vous devez aussi nous rembourser le prix des pièces correctes commandées. Le constructeur ne fabrique plus les pièces ou les pièces ne sont pas disponibles à la suite d'un cas de force majeure (par ex. une grève, un événement naturel, ...) ou elles ne sont pas disponibles auprès du commerce de gros ou du distributeur Suzuki? Dans ce cas, nous n'intervenons pas.
- *Véhicule* volé retrouvé à l'étranger
Le *véhicule désigné* a été retrouvé à l'étranger après un *vol*? Nous organisons et payons le transport de ce *véhicule* chez votre distributeur Suzuki agréé en Belgique.

Chapitre 8. Quelle assistance médicale recevez-vous?

Vous recevez de l'aide si vous avez un accident à l'étranger à cause duquel vous subissez des *dommages corporels*. Par étranger, nous entendons tous les pays figurant au chapitre 5, mais pas la Belgique, le pays du *domicile* de l'assuré.

A. Assistance médicale

Si vous avez un incident médical, notre équipe médicale prend contact avec le médecin traitant sur place directement après le premier appel. Nous pouvons ainsi intervenir dans les meilleures conditions, adaptées à votre état.

En tout cas, l'organisation des premiers secours se fait par les instances locales.

Nous ne remboursons pas les frais supplémentaires.

B. Envoi d'un médecin sur place

À la suite d'un incident médical et lorsque notre équipe médicale trouve que c'est nécessaire, nous mandats un docteur ou une équipe médicale pour se rendre chez l'assuré. Nous pouvons ainsi mieux évaluer les mesures à prendre et les organiser.

C. Retour en Belgique ou transport à la suite d'un accident de la circulation

Êtes-vous admis à l'hôpital à la suite d'un *accident de la circulation avec le véhicule désigné*? Et notre équipe médicale juge nécessaire de vous transporter vers un centre médical mieux équipé, plus spécialisé ou plus proche de votre *domicile* en Belgique? Nous organisons alors et payons le retour ou le transport sanitaire de l'assuré blessé. Cela s'effectue sous surveillance médicale si nécessaire, et selon la gravité des blessures, par:

- train (1re classe);
- *véhicule* sanitaire léger;
- ambulance;
- avion de ligne régulière, classe économique avec aménagement spécial si nécessaire;
- avion sanitaire.

Ensuite, nous vous amenons dans un hôpital proche de votre *domicile* en Belgique. Il n'est pas nécessaire que vous soyez admis à l'hôpital? Nous vous ramenons alors jusqu'à votre *domicile*.

Notre médecin prend la décision du transport et des moyens à mettre en œuvre en fonction des impératifs techniques et médicaux. Il doit donner son accord à tout transport.

Nous pouvons aussi vous demander d'utiliser votre titre de transport initial si cela est possible. Nous ne l'avons pas demandé? Et nous payons le retour? Vous êtes alors obligé de nous remettre le titre de transport non utilisé dès votre retour.

D. Frais et retour au domicile des autres assurés

En cas d'*évacuation sanitaire* ou de décès du conducteur blessé à l'étranger, nous organisons et payons le retour anticipé des autres assurés jusqu'à leur *domicile*. Ce transport peut se faire:

- par train en 1re classe (distance jusqu'au *domicile* inférieure à 1.000 kilomètres), ou
- par avion de ligne classe économique (distance jusqu'au *domicile* supérieure à 1.000 kilomètres).

Ceci s'applique pour autant que les autres assurés ne puissent pas utiliser le même moyen de transport qu'au voyage aller. Ou s'ils ne peuvent pas rentrer en Belgique par leurs propres moyens.

Nous pouvons aussi leur demander d'utiliser leur titre de transport initial. Nous ne l'avons pas demandé? Et nous payons le retour? Ils sont alors obligés de nous remettre le titre de transport non utilisé dès leur retour.

E. Décès d'un assuré à l'étranger

Si vous décédez à l'étranger et si la famille décide de vous inhumer en Belgique, nous organiserons le transport de la dépouille mortelle et nous payons:

- les frais de traitement funéraire;
- les frais de mise en bière sur place;
- les frais de cercueil pour un maximum de 620,00 EUR;
- les frais pour ramener la dépouille mortelle du lieu du décès au lieu d'inhumation en Belgique.

Nous ne payons pas les frais de cérémonie et d'inhumation en Belgique.

Si la famille choisit une inhumation sur place à l'étranger, nous organiserons et payerons les mêmes prestations que celles mentionnées plus haut. Nous ne payons jamais plus pour l'inhumation à l'étranger que ce que nous payons pour ramener la dépouille mortelle en Belgique.

La famille doit payer tous les autres frais que ceux énumérés ci-dessus et plus particulièrement, les frais de cérémonie et d'inhumation.

Nous choisissons les sociétés intervenant dans le retour en Belgique.

Dans ce cas, nous pourrions réclamer les titres de transport non utilisés, qui sont notre propriété.

Chapitre 9. Que devez-vous encore savoir à propos de Suzuki Insurance Assistance?

Vous faites appel à notre aide? Dans ce cas, les engagements suivants sont applicables.

Attention! Nous ne payons jamais plus que les frais que vous avez engagés.

A. Voiture de remplacement

Nous prévoyons pour vous une voiture de remplacement de catégorie B. Il s'agit du classement des voitures de tourisme que les entreprises de location automobile utilisent.

Vous devez respecter:

- les conditions générales du loueur, par exemple les conventions relatives à l'âge du conducteur;
- les disponibilités locales et les heures d'ouverture du bailleur.

Vous payez vous-même les frais suivants:

- la garantie au loueur à l'étranger;
- le carburant;
- les frais de péage;
- les amendes;
- l'assurance;
- les franchises pour les dommages éventuels à la voiture de remplacement;
- les dommages non assurés à la voiture de remplacement.

Attention!

1. Vous avez causé des dommages à la voiture de remplacement? Dans ce cas, vous devez payer vous-même ces dommages. Vous avez une assurance Omnium pour le *véhicule désigné*? Vérifiez si cette assurance paie pour les dommages au véhicule de remplacement temporaire.
2. Vous avez besoin de la voiture de remplacement plus longtemps? Dans ce cas, vous payez aussi ces frais vous-même.

B. Frais d'hôtel

Nous remboursons les frais d'hôtel, mais uniquement ceux pour une chambre avec petit-déjeuner.

C. Transport du véhicule désigné

Le *véhicule désigné* ne peut plus rouler? Dans ce cas, nous payons le transport du *véhicule désigné*. Nous ne pouvons être tenus responsables de tout retard dans le transport, ni de l'endommagement, du *vandalisme* ou du *vol* des objets ou des accessoires du *véhicule* pendant l'immobilisation et le transport.

Chapitre 10. Que devez-vous faire quand vous bénéficiez de notre aide?

Si nous vous assistons, vous devez respecter un certain nombre d'engagements. Ces engagements sont les suivants.

1. Vous devez conserver toutes les factures, tous les décomptes et toutes les notes. Et nous les remettre lorsque nous vous les demandons. Vous ne les remettez pas? Dans ce cas, nous ne pouvons pas vous rembourser.
2. Vous devez respecter les lois et les règles du pays où vous avez eu un sinistre.
3. Vous êtes vous-même responsable de la réparation. Vous devez la payer vous-même.
Réclamez toujours les factures pour celle-ci. Vous éviterez ainsi des discussions ultérieures. Vous avez une assurance Omnium pour le *véhicule désigné*? Vérifiez si cette assurance paie pour les dommages au véhicule de remplacement temporaire.
4. Votre *véhicule* n'est pas réparé correctement? Dans ce cas, le réparateur est responsable. Vous devez résoudre cela vous-même avec le réparateur. Nous ne pouvons pas vous aider.

Attention! Vous avez des frais pour la réparation ou pour la livraison de pièces? Demandez toujours d'abord un devis. Celui-ci reprend combien cela vous coûtera. Si vous estimez que les services ou les réparations n'ont pas bien été effectués, nous ne pouvons pas vous aider. Vous devez en discuter vous-même avec le prestataire.

Chapitre 11. Plaintes

Vous voulez déposer une plainte? Prenez d'abord contact avec votre intermédiaire.

Il ne peut pas résoudre votre problème? Transmettez-nous alors votre plainte. Cela peut se faire de différentes façons:

- Par courrier. Envoyez-le à VAB SA à l'attention du Complaints Officer, Pastoor Coplaan 100, 2070 Zwijndrecht.
- Envoyez un courriel à plaintes@vab.be.
- Appelez-nous. Notre numéro de téléphone est le 03 253 61 40.

Vous pouvez également vous adresser à un juge belge.

Partie 3 - Assurance Conducteur

Lorsque le conducteur est blessé ou décède à la suite d'un accident de la circulation.

Vous avez une question? Consultez alors ce contenu et lisez ensuite le bon chapitre. Vous y trouverez la réponse.

Contenu

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle utile?	35
Chapitre 2. Notions	35
Chapitre 3. Type d'assurance	36
Chapitre 4. Quelles sont les personnes assurées?	37
Chapitre 5. Dans quels véhicules êtes-vous assuré?	37
Chapitre 6. Quand êtes-vous également assuré?	38
Chapitre 7. Dans quels pays êtes-vous assuré?	38
Chapitre 8. Pour quels dommages payons-nous si vous êtes blessé?	39
Chapitre 9. Pour quels dommages payons-nous si vous décédez?	41
Chapitre 10. Quels frais payons-nous également?	41
Chapitre 11. Pour quels dommages payons-nous moins ou ne payons-nous pas?	43
Chapitre 12. Dommages causés par le terrorisme	45
Chapitre 13. Que devez-vous faire en cas d'accident de la circulation?	46
Chapitre 14. Vous voulez choisir un médecin vous-même?	47
Chapitre 15. À qui pouvons-nous réclamer nos dépenses?	47

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle utile?

L'assurance Conducteur est une assurance qui assure les dommages corporels à des personnes. Vous êtes blessé à la suite d'un *accident de la circulation* en tant que *conducteur d'un véhicule*? Dans ce cas, nous payons pour les blessures que vous avez subies. Vous décédez à la suite de cet *accident de la circulation*? Et vos *ayants droit* ont des dommages en raison de votre décès? Dans ce cas, nous payons pour ces dommages.

Lisez attentivement les Conditions Générales.

Ces Conditions Générales précisent quand nous payons et le montant que nous payons, mais aussi quand nous ne payons pas. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Lisez aussi les Conditions Particulières attentivement.

La formule que vous choisissez détermine le moment et le montant que nous payons: Conducteur Select ou Conducteur Safe. Les Conditions Particulières précisent quelle formule vous avez choisie.

- Vous avez la formule Conducteur Select? Dans ce cas, vous êtes concerné par les sous-titres "A. Conducteur Select".
- Vous avez la formule Conducteur Safe? Dans ce cas, vous êtes concerné par les sous-titres "B. Conducteur Safe".
- Nous ne faisons aucune distinction entre Conducteur Select et Conducteur Safe dans ces conditions? Dans ce cas, le texte s'applique aux 2 formules.

Vous et nous avons pris des engagements supplémentaires? Dans ce cas, ceux-ci sont également repris aux Conditions Particulières. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Chapitre 2. Notions

Les notions reprises ci-dessous ont, aussi bien dans ces Conditions Générales que dans les Conditions Particulières, la signification suivante. Nous vous donnons la signification de ces notions pour éviter tout malentendu. Ces notions sont indiquées en *italique*.

Accident de la circulation

Tout sinistre survenu dans la circulation dans lequel le *véhicule assuré* est impliqué et pour lequel cette *assurance* peut être d'application.

Assurance

L'assurance Conducteur.

Ayants droit

Les personnes qui, selon la loi, doivent obtenir vos droits, vos dettes, votre argent ainsi que vos effets personnels lorsque vous décédez.

Conducteur

La personne qui conduit le *véhicule assuré* avec l'autorisation du propriétaire, lors de la survenance de l'*accident de la circulation*. Cette personne doit résider en Belgique et y être domiciliée.

Consolidation

Le moment où les blessures sont stables. C'est-à-dire lorsqu'elles ne peuvent plus s'améliorer ou s'aggraver de façon importante. Les conséquences de l'*accident de la circulation* deviennent permanentes, à ce moment-là.

Dépenses

L'*indemnité*, les frais de justice et les intérêts.

Deux-roues et similaires

Il s'agit des:

- vélomoteurs ou motocyclettes. Qu'ils aient 2, 3 ou 4 roues;
- vélos électriques avec un moteur qui les fait avancer même si vous ne pédalez pas. Qu'ils aient 2, 3 ou 4 roues;

- autres *véhicules* à 2 roues ou plus, qui ne peuvent pas rouler à plus de 18 km/h. Nous appelons ces *véhicules* des engins de locomotion.

Incapacité économique

Vous ne pouvez plus exercer, totalement ou partiellement, le métier que vous exerciez avant l'*accident de la circulation*. Ou vous ne pouvez plus du tout travailler. Cette incapacité est due aux blessures que vous avez subies à la suite de l'*accident de la circulation*. Par conséquent, vous recevez un salaire inférieur. Vous êtes un indépendant? Dans ce cas, vous recevez moins de revenus. Vous pouvez encore exercer votre travail correctement, mais devez fournir plus d'efforts pour le faire? Dans ce cas, nous payons. Vous êtes par exemple droitier et cette main droite est plâtrée. Vous devez du coup écrire de la main gauche dans votre travail. Et cela vous demande plus d'efforts.

Incapacité ménagère

Vous ne pouvez plus effectuer, totalement ou partiellement, les tâches ménagères que vous effectuiez avant l'*accident de la circulation*. Ou vous devez fournir plus d'efforts pour les effectuer. Cette incapacité est due aux blessures que vous avez subies à la suite de l'*accident de la circulation*.

Incapacité personnelle

Vous ne pouvez plus faire, totalement ou partiellement, les gestes et actes de la vie quotidienne comme vous les faisiez avant l'*accident de la circulation*. Cette incapacité est due aux blessures que vous avez subies à la suite de l'*accident de la circulation*. Ou parce que vous avez subi des dommages psychiques à la suite de l'*accident de la circulation*. Par les gestes et actes de la vie quotidienne, nous n'entendons ni les tâches ménagères ni votre métier.

Indemnité

Le montant que nous payons pour les dommages causés par un sinistre assuré. Nous calculons ce montant selon les conditions de cette *assurance*.

Preneur d'assurance

La personne qui prend cette *assurance*.

Tableau indicatif

Un document qui explique comment un juge, selon le droit belge, calcule le montant des dommages réels lorsque quelqu'un est blessé ou décède à la suite d'un *accident de la circulation*. Le juge n'est pas obligé d'utiliser ce document, mais il le fait la plupart du temps. Voilà pourquoi on parle de tableau "directeur" ou de tableau "indicatif". Nous utilisons ce document pour calculer l'ampleur des dommages.

Véhicule

Un véhicule automoteur qui est construit pour circuler sur le sol. Le véhicule est équipé d'un moteur lui permettant de rouler. Cela peut être n'importe quel moteur, par exemple un moteur à essence ou un moteur électrique. Et le véhicule ne circule pas sur des rails, tel un train, un tram ou un métro.

Véhicule assuré

Tous les *véhicules* dans lesquels vous êtes assuré en tant que *conducteur*. Ces *véhicules* sont mentionnés au chapitre 5.

Véhicule désigné

Le *véhicule* figurant aux Conditions Particulières.

Chapitre 3. Type d'assurance

Cette *assurance* n'est pas une assurance obligatoire. C'est une assurance de personnes. Nous payons un montant lorsque le *conducteur* subit des dommages corporels à la suite d'un *accident de la circulation* et aussi pour les répercussions résultants sur sa vie quotidienne, son travail, sa santé ou sur sa situation familiale.

Pour cette *assurance*, vous avez le choix entre 2 formules:

- Conducteur Select;
- Conducteur Safe.

Vous avez opté pour la formule Conducteur Select?

Dans ce cas, nous payons un montant préalablement convenu pour une part des dommages. Ce montant ne dépend donc pas de l'ampleur réelle de vos dommages. Vous recevez ainsi un montant pour votre *incapacité personnelle* permanente.

Nous convenons avec vous à l'avance comment nous calculons ce montant. En cas de décès, vos *ayants droit* reçoivent un montant que nous convenons préalablement avec vous.

Pour une autre part des dommages, nous payons les frais réellement exposés. Vous avez par exemple des frais médicaux ou des frais de transport pour votre traitement? Ou vos *ayants droit* ont exposé des frais pour votre enterrement après et à la suite de l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, nous remboursons les frais que vous ou vos *ayants droit* ont payés, jusqu'au maximum convenu.

Vous avez opté pour la formule Conducteur Safe?

C'est la formule la plus étendue. Ici, nous ne payons pas un montant préalablement convenu, mais nous vous payons pour vos dommages réels. Nous payons pour vos dommages corporels si vous êtes en incapacité temporaire ou permanente à la suite d'un *accident de la circulation*. En cas de décès, nous payons pour les dommages que vos *ayants droit* ont à cause de cela. Nous déterminons le montant avec le *tableau indicatif*. Au total, nous ne payons jamais plus de 500.000,00 EUR par *accident de la circulation*, tout compris. Ce montant comprend les intérêts et les frais.

Chapitre 4. Quelles sont les personnes assurées?

Par le biais de cette *assurance*, nous assurons tout *conducteur* conduisant le *véhicule assuré* au moment de l'*accident de la circulation*. Le *conducteur* doit avoir reçu du propriétaire du *véhicule assuré* l'autorisation de le conduire. Et ce *conducteur* doit résider en Belgique et y être domicilié.

Chapitre 5. Dans quels véhicules êtes-vous assuré?

Ci-dessous nous précisons dans quels *véhicules* vous êtes assuré en tant que *conducteur*, lorsque vous êtes blessé ou que vous décédez à la suite d'un *accident de la circulation*.

A. Le véhicule désigné

Le premier *véhicule* dans lequel vous êtes assuré est le *véhicule désigné*. Il s'agit du *véhicule* figurant aux Conditions Particulières.

B. Le véhicule de remplacement temporaire

Le deuxième *véhicule* dans lequel vous êtes assuré est le véhicule de remplacement temporaire que vous utilisez lorsque vous ne pouvez pas utiliser le *véhicule désigné*, par exemple pour cause d'entretien ou de réparation. Ou même lorsque vous ne pourrez plus jamais utiliser le *véhicule désigné*, comme en cas de perte totale.

Ce *véhicule* doit remplir toutes les conditions suivantes:

1. Vous utilisez ce *véhicule* de la même manière que le *véhicule désigné*;
2. Ce *véhicule* n'appartient pas à une des personnes suivantes:
 - le *preneur d'assurance*.
S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, le véhicule de remplacement temporaire ne peut appartenir au *conducteur*. Il s'agit de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;
 - le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou les enfants vivant sous le même toit.
S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, c'est le conjoint ou le partenaire cohabitant de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné* ou les enfants vivant sous le même toit.
Par enfants vivant sous le même toit, nous entendons aussi les enfants qui séjournent temporairement ailleurs en raison de leur profession, de leurs études, de leurs vacances ou de leur santé;
 - le propriétaire du *véhicule désigné*;
 - la personne qui, avec l'autorisation du propriétaire a le *véhicule désigné*, au moment de l'*accident de la circulation*: le détenteur du *véhicule désigné*.

Attention! Le véhicule de remplacement temporaire peut appartenir au garagiste chez qui se trouve le *véhicule désigné* à ce moment-là.

Vous êtes assuré avec ce véhicule de remplacement temporaire à partir du moment où vous ne pouvez plus utiliser le *véhicule désigné*. Vous pouvez utiliser ce *véhicule* au maximum pendant 30 jours d'affiliée. Au-delà de cette période, cette *assurance* n'est plus valable pour ce *véhicule*. Dans le cas d'un *accident de la circulation* survenu après ces 30 jours, nous ne payons pas pour ces dommages.

Le *véhicule désigné* a 4 roues? Dans ce cas, le véhicule de remplacement temporaire doit également avoir 4 roues. Il a 2 ou 3 roues? Dans ce cas, le *conducteur* qui est victime d'un *accident de la circulation* avec celui-ci n'est pas assuré. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

Chapitre 6. Quand êtes-vous également assuré?

Vous n'êtes pas uniquement assuré si vous êtes blessé ou si vous décédez à la suite d'un *accident de la circulation* avec le *véhicule assuré*. Vous êtes également assuré si vous êtes blessé ou si vous décédez dans les situations ci-dessous.

A. Quelqu'un vole ou tente de voler le véhicule assuré avec usage de violence

Vous êtes également assuré lorsque quelqu'un vole ou tente de voler le *véhicule* avec usage de violence. Nous appelons cela le car-jacking.

B. Un accident de la circulation lorsque vous êtes près du véhicule assuré

Dans les situations ci-dessous, vous êtes également assuré lorsque vous êtes près du *véhicule assuré*:

- Vous entrez dans le *véhicule assuré* ou sortez de celui-ci.
- Vous chargez ou déchargez des bagages du *véhicule assuré*. Par exemple, vos valises ou vos sacs. Par bagages, nous n'entendons pas par exemple les objets que vous voulez vendre.
- Vous êtes en route et vous réparez quelque chose au *véhicule assuré*.
- Vous êtes blessé parce que le *véhicule assuré* brûle.
- Vous placez un triangle de danger après un *accident de la circulation* ou une panne avec le *véhicule assuré*.
- Vous aidez les victimes d'un *accident de la circulation*.
- Vous aidez quelqu'un qui est en panne avec son *véhicule*.
- Vous faites le plein de carburant du *véhicule assuré*.

Chapitre 7. Dans quels pays êtes-vous assuré?

Cette *assurance* est valable dans les pays suivants:

Allemagne	Espagne	Lituanie	République tchèque
Andorre	Estonie	Luxembourg	Roumanie
ARYM (ancienne République yougoslave de Macédoine)	Finlande	Malte	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Autriche	France	Maroc	Saint-Marin
Belgique	Grèce	Monaco	Serbie ²
Bosnie-Herzégovine	Hongrie	Monténégro	Slovénie
Bulgarie	Islande	Norvège	Suède
Chypre ¹	Irlande	Pays-Bas	Suisse
Cité du Vatican	Italie	Pologne	Tunisie
Croatie	Lettonie	Portugal	Turquie
Danemark	Liechtenstein	République slovaque	

¹Chypre: vous êtes assuré uniquement dans les parties de Chypre qui sont administrées par le gouvernement de la république de Chypre.

²Serbie: vous êtes assuré uniquement dans les parties de la Serbie qui sont administrées par le gouvernement de la république de Serbie.

Chapitre 8. Pour quels dommages payons-nous si vous êtes blessé?

Voici ce que nous payons si vous êtes blessé à la suite d'un *accident de la circulation*.

Attention!

- Nous ne payons qu'au moment de la *consolidation*. Notre médecin-conseil détermine ce moment.
- Souvent, nous payons d'abord une partie du montant, une avance. Nous faisons cela parce que nous ne savons pas si vous allez guérir rapidement et nous voulons déjà vous payer une partie de l'*indemnité*.

A. Conducteur Select

Vous vous retrouvez en *incapacité personnelle* permanente à la suite d'un *accident de la circulation* avec le *véhicule assuré*? Dans ce cas, nous payons pour ces dommages. Nous payons au moment de la *consolidation*. Notre médecin-conseil détermine ce moment. Nous payons au plus tard 3 ans après l'*accident de la circulation*. Notre médecin-conseil détermine votre pourcentage d'*incapacité personnelle* permanente.

Attention! Étiez-vous déjà en *incapacité personnelle* permanente avant l'*accident de la circulation*? Et l'*accident de la circulation* a aggravé l'*incapacité* permanente? Dans ce cas, notre médecin-conseil retire le pourcentage d'*incapacité personnelle* permanente que vous aviez déjà.

Le montant que nous payons dépend de ce qui suit:

1. si vous êtes en *incapacité personnelle* permanente à 100 %;
2. si vous êtes en *incapacité personnelle* permanente mais à moins de 100 %.

1. Si vous êtes en incapacité personnelle permanente à 100 %

Vous êtes en *incapacité personnelle* permanente totale à la suite d'un *accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons 75.000,00 EUR.

2. Si vous êtes en incapacité personnelle permanente, mais pas à 100 %

Vous êtes en *incapacité personnelle* permanente à la suite d'un *accident de la circulation* mais pas à 100 %? Dans ce cas, nous vous payons un montant inférieur à 75.000,00 EUR. Le montant que nous payons dépend du pourcentage de votre incapacité. Le tableau ci-dessous vous montre ce que vous recevez dans quelle situation.

Quel est le pourcentage de votre incapacité personnelle permanente?	Comment calculons-nous le montant que vous recevez?
1-25 %	Voici comment nous calculons le montant que vous recevez: <ul style="list-style-type: none"> • Nous prenons le pourcentage de votre <i>incapacité personnelle</i> permanente. • Nous multiplions ce nombre par 250,00 EUR.
26-50 %	Voici comment nous calculons le montant que vous recevez: <ul style="list-style-type: none"> • Nous prenons le pourcentage de votre <i>incapacité personnelle</i> permanente. De ce nombre, nous retirons 25. • Nous multiplions ce résultat par 500,00 EUR. • Au montant ainsi obtenu, nous ajoutons 6.250,00 EUR.
51-75 %	Voici comment nous calculons le montant que vous recevez: <ul style="list-style-type: none"> • Nous prenons le pourcentage de votre <i>incapacité personnelle</i> permanente. De ce nombre, nous retirons 50. • Nous multiplions ce résultat par 750,00 EUR. • Au montant ainsi obtenu, nous ajoutons 18.750,00 EUR.
76-99 %	Voici comment nous calculons le montant que vous recevez: <ul style="list-style-type: none"> • Nous prenons le pourcentage de votre <i>incapacité personnelle</i> permanente. De ce nombre, nous retirons 75. • Nous multiplions ce résultat par 1.500,00 EUR. • Au montant ainsi obtenu, nous ajoutons 37.500,00 EUR.

Exemple

Vous êtes en *incapacité personnelle* permanente à 60 %. Dans ce cas, vous recevez 26.250,00 EUR. Nous calculons ce montant comme suit:

- $60 - 50 = 10$
- $10 \times 750,00 \text{ EUR} = 7.500,00 \text{ EUR}$
- $7.500,00 \text{ EUR} + 18.750,00 \text{ EUR} = 26.250,00 \text{ EUR}$

Notre médecin-conseil ne peut pas constater votre *incapacité personnelle* permanente dans un délai de 1 an? Ou il constate dans un délai de 1 an après l'*accident de la circulation* qu'il n'y a toujours pas de *consolidation*? Dans ce cas, nous vous payons déjà une partie du montant, une avance. Voici comment nous calculons le montant que nous payons:

- Notre médecin-conseil détermine le pourcentage d'*incapacité personnelle* permanente que vous présenterez selon lui plus tard. À ce stade, il tient compte de l'état de vos blessures en ce moment et de la mesure dans laquelle il s'attend à voir une amélioration ou une aggravation de ces blessures.
- Nous vous payons une avance égale à la moitié du montant obtenu sur cette base. Nous calculons ce montant selon le tableau ci-dessus.

Exemple

Au bout d'1 an, notre médecin-conseil part du principe que vous resterez en *incapacité personnelle* permanente à 30 %. Vous recevrez alors, à titre d'avance, la moitié de ce que nous payerions: 15 %. Nous payons le montant que vous devez encore recevoir au moment de la *consolidation*. Mais nous payons au plus tard 3 ans après l'*accident de la circulation*.

Notre médecin-conseil ne peut pas constater votre *incapacité personnelle* permanente dans un délai de 3 ans? Ou il constate dans un délai de 3 ans après l'*accident de la circulation* qu'il n'y a toujours pas de *consolidation*? Dans ce cas, il décide au bout de ces 3 ans quel est le pourcentage de votre *incapacité personnelle* permanente. Il tient compte de l'état de vos blessures à ce moment-là et de la mesure dans laquelle il s'attend à voir une amélioration ou une aggravation de ces blessures. Nous calculons le montant que vous recevez selon le tableau ci-dessus.

B. Conducteur Safe

Nous payons pour vos dommages corporels si vous êtes en incapacité temporaire ou permanente à la suite d'un *accident de la circulation*. Dans la formule Conducteur Safe, nous ne payons jamais au total plus de 500.000,00 EUR par *accident de la circulation*, tout compris. Ce montant comprend les intérêts et les frais. Nous déterminons le montant avec le *tableau indicatif*.

1. Si vous vous retrouvez en incapacité temporaire

Si vous vous retrouvez en *incapacité personnelle*, économique ou ménagère temporaire totale ou partielle, nous payons pour les dommages ci-dessous.

- a. Les dommages à cause de l'*incapacité personnelle* temporaire.
- b. Les dommages à cause de l'*incapacité économique* temporaire.

Attention! Nous payons seulement lorsque vous êtes en *incapacité économique* temporaire de 21 % ou plus et tant que vous l'êtes.

- c. Les dommages à cause de l'*incapacité ménagère* temporaire.

2. Si vous vous retrouvez en incapacité permanente

Si vous vous retrouvez en *incapacité personnelle*, économique ou ménagère permanente totale ou partielle, nous vous payons pour les dommages et les frais repris ci-dessous.

- a. Les dommages à cause de l'*incapacité personnelle* permanente.
- b. Les dommages à cause de l'*incapacité économique* permanente. Nous payons également pour les dommages qui vous rendent moins concurrentiel sur le marché du travail.
- c. Les dommages à cause de l'*incapacité ménagère* permanente.
- d. Les frais dus au fait que quelqu'un d'autre doit vous aider. Vous recevez cette aide d'une autre personne que:

- le *preneur d'assurance*.

S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, il s'agit de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;

- le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou les enfants vivant sous le même toit. S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, c'est le conjoint ou le partenaire cohabitant de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné* ou les enfants vivant sous le même toit.

Par enfants vivant sous le même toit, nous entendons aussi les enfants qui séjournent temporairement ailleurs en raison de leur profession, de leurs études, de leurs vacances ou de leur santé.

Notre médecin-conseil détermine le pourcentage de votre incapacité permanente. Étiez-vous déjà en incapacité permanente avant l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, il retire le pourcentage d'incapacité permanente que vous aviez déjà.

Chapitre 9. Pour quels dommages payons-nous si vous décédez?

Voici ce que nous payons si vous décédez à la suite d'un *accident de la circulation*. Nous payons un montant à vos *ayants droit*.

Attention!

- Nous payons dès que nous avons reçu toutes les informations et preuves relatives à l'*accident de la circulation* et à votre décès causé par l'*accident de la circulation*. Au chapitre 13, vous trouverez les informations et les preuves que vos *ayants droit* doivent nous donner.
- Nous pouvons exiger une autopsie. Ou demander à votre médecin de donner une déclaration de la cause de votre décès à notre médecin-conseil. Nous ne le faisons que si cela est nécessaire pour décider si nous devons payer ou non.

A. Conducteur Select

Vous décédez dans un délai de 3 ans et à la suite d'un *accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons 12.500,00 EUR. Nous payons également les frais de votre enterrement. Nous payons au maximum 3.500,00 EUR. Nous payons dès que nous avons reçu la facture de l'enterrement.

Nous avons déjà payé un montant pour votre *incapacité personnelle* permanente parce que vous avez été blessé à la suite de l'*accident de la circulation*? Et vous décédez dans les 3 ans après et à la suite de l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons 12.500,00 EUR moins le montant que nous avons déjà payé pour votre *incapacité personnelle* permanente. Le montant que nous avons déjà payé est supérieur à 12.500,00 EUR? Dans ce cas, nous ne réclamons pas la différence.

Vous et votre conjoint ou partenaire cohabitant décédez tous les deux à la suite du même *accident de la circulation*? Et vous laissez des enfants qui sont encore à votre charge au moment de l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons 25.000,00 EUR à l'ensemble des enfants.

Vous décédez après ces 3 ans? Dans ce cas, vos *ayants droit* ne reçoivent plus de montant supplémentaire pour votre décès.

B. Conducteur Safe

Si vous décédez à la suite d'un *accident de la circulation*, nous payons pour les frais et les dommages repris ci-dessous. Dans la formule Conducteur Safe, nous ne payons jamais plus de 500.000,00 EUR par *accident de la circulation*, tout compris. Ce montant comprend les intérêts et les frais.

1. Les frais de votre enterrement. Les frais doivent toutefois être raisonnables. Nous payons dès que nous avons reçu la facture de l'enterrement.
2. Les dommages moraux. Nous entendons par là les dommages émotionnels que vos *ayants droit* ont à la suite de votre décès. Nous déterminons le montant que nous payons avec le *tableau indicatif*.
3. Les dommages que vos *ayants droit* ont en raison de la perte de vos revenus. Par exemple, si vous payez leurs études ou le loyer de leur habitation.
4. Les dommages que vos *ayants droit* ont parce que vous ne pouvez plus effectuer les tâches ménagères que vous effectuiez avant l'*accident de la circulation*.

Chapitre 10. Quels frais payons-nous également?

Voici les frais que nous payons également si vous êtes blessé ou si vous décédez à la suite d'un *accident de la circulation*.

A. Conducteur Select

Nous payons au total un maximum de 4.000,00 EUR pour les frais ci-dessous.

1. Frais médicaux

Nous payons les frais médicaux ci-dessous. Vous avez ces frais médicaux avant qu'il y ait une *consolidation*. Ou vous avez ces frais médicaux avant que vous ne décédiez.

Nous payons au plus tard jusqu'à 3 ans après l'*accident de la circulation*.

Nous payons si vous:

- devez vous faire soigner par un médecin, un spécialiste, un kinésithérapeute, un ostéopathe ou par un orthopédiste;
- devez être admis à l'hôpital;
- devez être opéré;
- avez besoin de médicaments, de pansements ou d'autres produits de la pharmacie;
- devez faire de la revalidation;
- avez besoin d'une prothèse. Une prothèse est un dispositif qui aide ou qui est capable de remplacer, soutenir, corriger une partie du corps, telle qu'une paire de lunettes, une prothèse dentaire ou une prothèse de la hanche. Vous avez une prescription médicale à cette fin. Nous payons pour la prothèse qui est cassée à la suite de l'*accident de la circulation*. Nous payons aussi la prothèse dont vous avez besoin pour la première fois à cause de l'*accident de la circulation*. Vous avez besoin d'une nouvelle prothèse après un certain laps de temps? Par exemple, parce que la première prothèse est usée? Dans ce cas, nous ne payons plus celle-ci.

2. Transport

Vous avez besoin d'un transport adapté dans le cadre d'un traitement? Dans ce cas, nous payons ces frais. Par exemple, le transport pour vous conduire à l'hôpital, au centre de revalidation, chez le kinésithérapeute ou chez le médecin.

B. Conducteur Safe

Nous payons les frais repris ci-dessous. Dans la formule Conducteur Safe, nous ne payons jamais plus de 500.000,00 EUR par *accident de la circulation*, tout compris. Ce montant comprend les intérêts et les frais. Nous déterminons le montant que nous payons avec le *tableau indicatif*.

1. Frais médicaux

Nous payons les frais médicaux ci-dessous. Vous avez ces frais médicaux avant qu'il y ait une *consolidation*. Ou vous avez ces frais médicaux avant que vous ne décédiez.

Nous payons si vous:

- devez vous faire soigner par un médecin, un spécialiste, un kinésithérapeute, un ostéopathe ou par un orthopédiste;
- devez être admis à l'hôpital;
- devez être opéré;
- avez besoin de médicaments, de pansements ou d'autres produits de la pharmacie;
- devez faire de la revalidation;
- avez besoin d'une prothèse. Une prothèse est un dispositif qui aide ou qui est capable de remplacer, soutenir, corriger une partie du corps, telle qu'une paire de lunettes, une prothèse dentaire ou une prothèse de la hanche. Vous avez une prescription médicale à cette fin. Nous payons pour la prothèse qui est cassée à la suite de l'*accident de la circulation*. Nous payons aussi pour la prothèse dont vous avez besoin pour la première fois à cause de l'*accident de la circulation*. Vous avez besoin d'une nouvelle prothèse après un certain laps de temps? Par exemple, parce que la première prothèse est usée? Dans ce cas, nous payons celle-ci également.

2. Transport

Vous avez besoin d'un transport adapté dans le cadre d'un traitement? Dans ce cas, nous payons les frais, à condition que vous nous en ayez informés au préalable et que nous ayons marqué notre accord. Par exemple le transport pour vous conduire à l'hôpital, au centre de revalidation, chez le kinésithérapeute ou chez le médecin.

3. Adapter votre habitation ou votre véhicule

Nous payons les frais pour adapter votre habitation si notre médecin-conseil juge ceci nécessaire du fait de votre incapacité. Nous payons les frais si vous devez faire adapter votre *véhicule*. Vous avez besoin de cette adaptation d'après le Centre d'Aptitude à la Conduite et d'Adaptation des Véhicules (CARA). Nous payons pour l'adaptation si elle est approuvée par le CARA. Vous retrouvez les informations sur le CARA sur le site web de l'institut Vias (<https://www.vias.be/fr/>).

4. Dommages esthétiques

Nous payons pour vos dommages esthétiques. Nous entendons par là les dommages qui impliquent que votre corps n'a plus le même aspect qu'avant l'*accident de la circulation*. Vous avez par exemple des cicatrices, une prothèse ou vous boitez. Nous n'entendons pas par là les dommages à cause desquels vous ne pouvez plus effectuer ou effectuer correctement votre métier ou vos tâches ménagères. Ou les dommages à cause desquels vous êtes moins concurrentiel sur le marché du travail. Nous déterminons le montant que nous payons avec le *tableau indicatif*.

Chapitre 11. Pour quels dommages payons-nous moins ou ne payons-nous pas?

Dans les situations ci-dessous, nous payons moins ou nous ne payons pas.

A. Pour quels dommages payons-nous moins?

Voici les situations dans lesquelles nous payons moins.

1. Vous ne portiez pas votre ceinture de sécurité ou vous ne la portiez pas selon le code de la route

Vous ne portiez pas de ceinture de sécurité lorsque vous avez eu l'*accident de la circulation*? Ou vous ne portiez pas la ceinture de sécurité selon le code de la route? Dans ce cas, nous vous payons moins que ce que nous devrions vous payer si vous aviez porté votre ceinture de sécurité ou si vous l'aviez portée correctement. Nous faisons cela uniquement si notre médecin-conseil peut démontrer que vos blessures sont causées ou aggravées par le non-port ou par le port non conforme au code de la route de la ceinture de sécurité. S'il peut le démontrer, il détermine aussi dans quelle mesure les blessures sont causées ou aggravées par cela. Nous diminuons alors notre *indemnité* dans la même mesure.

2. Quelqu'un d'autre vous paie également?

a. Conducteur Select

Vous avez une mutuelle ou un assureur Accidents du travail qui paie pour vos dommages ou vos frais? Vous pouvez conserver ces paiements et nos paiements. Seulement, nous diminuons le montant que nous payons pour vos frais médicaux et les frais d'enterrement avec le montant que vous avez reçu de leur part.

Si nous payons, nous ne payons qu'à vous ou à vos *ayants droit*. Nous ne payons jamais à une mutuelle ou à un assureur Accidents du travail.

b. Conducteur Safe

Vos dommages ou vos frais sont payés à votre place par:

- votre mutuelle;
- votre assureur Accidents du travail;
- votre employeur;
- le Centre Public d'Action Sociale (CPAS);
- la personne qui a causé des dommages ou son assureur;
- le Fonds commun de Garantie belge;
- d'autres subrogés. Ce sont des personnes ou des instances qui vous ont payé et qui ont donc repris vos droits;
- une autre compagnie, une autre instance, ...

Dans ce cas, nous déduisons de notre montant le montant que vous avez reçu de leur part.

Nous ne payons jamais à ces organismes. Lorsque nous payons, nous ne payons qu'à vous ou à vos *ayants droit*.

B. Pour quels dommages ne payons-nous pas?

Voici les situations dans lesquelles nous ne payons pas.

1. Si l'accident de la circulation est causé intentionnellement

Vous ou un *ayant droit* avez causé l'*accident de la circulation* intentionnellement? Dans ce cas, nous ne payons pas.

2. Si le conducteur ne pouvait pas conduire

Vous avez un *accident de la circulation* alors que vous ne pouviez pas conduire parce que vous n'aviez pas de permis de conduire ou de certificat valable? Ou vous ne pouviez pas conduire selon la législation belge? Dans ce cas, nous ne payons pas.

3. Si le conducteur a consommé de l'alcool, des médicaments ou de la drogue

a. L'*accident de la circulation* survient alors que le *conducteur* a plus de 0,5 g/l d'alcool dans le sang. On parle ici de 0,5 pour mille. Ou si le *conducteur* a plus de 0,22 mg/l d'alcool par litre d'air expiré. Dans ce cas, nous ne payons pas. Nous ne

pouvons pas démontrer qu'il existe un lien entre la consommation d'alcool et l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons.

- b. L'*accident de la circulation* survient alors que le *conducteur* a consommé de la drogue, des médicaments ou d'autres produits susceptibles d'influencer son comportement au volant. Dans ce cas, nous ne payons pas. Nous ne pouvons pas démontrer qu'il existe un lien entre la consommation de drogues, de médicaments ou d'autres produits et l'*accident de la circulation*? Dans ce cas, nous payons.

4. Si vous participez à une course de vitesse, de régularité, d'adresse ou à ce genre de concours

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* alors que vous participez à:

- une course de vitesse, un concours de vitesse ou un entraînement en vue de ceux-ci;
- une course de régularité, un concours de régularité ou un entraînement en vue de ceux-ci;
- une course d'adresse, un concours d'adresse ou un entraînement en vue de ceux-ci.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Vous participez à un rallye touristique ou à une course d'orientation? Et il ne s'agit pas de vitesse? Dans ce cas, nous payons.

5. Si vous circulez sur un circuit

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* alors que vous circulez sur un circuit? Dans ce cas, nous ne payons pas.

6. Si vous participez à un pari ou à un défi

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* alors que vous participez à un pari ou à un défi? Dans ce cas, nous ne payons pas.

7. Si vous êtes au travail

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* lorsque vous êtes au travail:

- en tant que chauffeur de taxi. Vous êtes rémunéré à cette fin.
- lorsque vous transportez des biens. Vous êtes rémunéré à cette fin.
- en tant que moniteur d'auto-école ou en tant qu'accompagnateur. Vous êtes rémunéré à cette fin.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* alors que le *véhicule désigné* vous a été confié en tant que

- propriétaire ou employé d'un réparateur et que vous êtes au travail?
- propriétaire ou employé d'une station-service et que vous êtes au travail?

Dans ce cas, nous ne payons pas.

8. Si vous n'avez pas l'autorisation du propriétaire

Au moment de l'*accident de la circulation*, vous n'avez pas l'autorisation du propriétaire du *véhicule assuré* ou de la personne qui circule le plus avec le *véhicule assuré* de rouler avec le *véhicule assuré*? Dans ce cas, nous ne payons pas.

9. Si vous donnez le véhicule assuré en location ou en leasing à quelqu'un

Le *preneur d'assurance* donne le *véhicule assuré* en location? Ou il donne le *véhicule assuré* en leasing? Et le *conducteur* a un *accident de la circulation*? Dans ce cas, nous ne payons pas.

10. Si le véhicule assuré est réquisitionné

Les pouvoirs publics réquisitionnent le *véhicule assuré*? Et le *conducteur* a un *accident de la circulation*? Dans ce cas, nous ne payons pas.

11. Si le véhicule est un deux-roues ou similaire

Vous êtes victime d'un *accident de la circulation* avec un vélomoteur à 2, 3 ou 4 roues ou avec une motocyclette à 2, 3 ou 4 roues? Par exemple, un vélomoteur, une motocyclette, un quad ou une voiturette de golf. Dans ce cas, nous ne payons pas. Ou vous avez un *accident de la circulation* avec un vélo électrique avec un moteur qui fait avancer le vélo même si vous ne pédalez pas? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Ou vous avez un *accident de la circulation* avec un *véhicule* à 2 roues ou plus qui ne peut pas rouler à plus de 18km/h? Par exemple un fauteuil roulant électrique ou une trottinette électrique. Dans ce cas, nous ne payons pas.

12. Si les dommages surviennent à la suite d'une guerre ou d'actes de violence

Si les dommages surviennent alors que vous participez activement à:

- une guerre ou des faits de même nature;
- une guerre civile;

- des attentats;
- des troubles civils ou politiques;
- des conflits du travail;
- une grève ou un lock-out;
- des émeutes;
- des actes de violence collective.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Vous n'y participiez pas activement? Dans ce cas, nous payons.

13. Si les dommages sont dus à une réaction atomique, la radioactivité ou aux rayonnements ionisants

Si les dommages sont dus à:

- une réaction atomique: toute réaction qui libère de l'énergie nucléaire;
- de la radioactivité: par exemple, le rayonnement produit par une bombe nucléaire ou par une centrale nucléaire;
- des rayonnements ionisants: par exemple, le rayonnement provenant d'un appareil de radiographie.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Ces dommages résultent d'un traitement médical rendu nécessaire à la suite d'un *accident de la circulation* que nous assurons? Dans ce cas, nous payons.

Chapitre 12. Dommages causés par le terrorisme

Nous payons pour ces dommages dans les limites de cette *assurance*.

Nous payons uniquement pour les dommages assurés, causés par le terrorisme, et causés à des personnes qui résident officiellement en Belgique ou à des *véhicules* qui sont immatriculés en Belgique.

Attention! Nous ne payons pas pour les dommages causés par des armes nucléaires. Ce que nous entendons par là, ce sont les armes ou engins qui sont destinés à exploser par la modification structurelle du noyau atomique.

Qu'est-ce que le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme précise ce qu'est le terrorisme:

- une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité,
- à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses,
- exécutée individuellement ou en groupe,
- et attentant à des personnes,
- ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel,
- soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités,
- soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Règles spéciales pour les dommages causés par le terrorisme

Des règles spéciales valent en cas de dommages causés par le terrorisme. Celles-ci sont mentionnées dans la Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Cette loi relative au terrorisme détermine la manière dont les assureurs doivent traiter les dommages causés par le terrorisme. Cette loi a été publiée au Moniteur belge du 15 mai 2007. Vous pouvez retrouver le texte de cette loi sur http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi.pl ou sur www.trip-asbl.be/fr/home/index.asp. Ou informez-vous auprès de votre intermédiaire.

Cette loi prime sur cette *assurance*. S'il y a des différences, nous appliquons la loi relative au terrorisme. Par exemple, s'il y a des différences quant au montant que nous payons en cas de dommages ou combien de temps cela dure avant que nous ne payions.

L'asbl TRIP a été fondée sur la base de cette loi. Nous sommes membres de cette association. L'ensemble des membres de l'association paie un montant maximal par an pour tous les dommages causés par le terrorisme. En 2016, ce montant s'élevait à un peu plus de 1,2 milliard d'EUR. Chaque année, ce montant change en fonction de l'évolution des salaires et des prix en Belgique.

Comment traitons-nous les dommages causés par le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 prime sur cette *assurance*.

En 2007, un Comité spécial a été créé pour les dommages causés par le terrorisme. Ce Comité détermine si un événement est un acte de "terrorisme". Le Comité se compose de différents représentants des autorités et de 2 représentants de l'asbl TRIP. Ils décident qu'un événement est un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, nous appliquons les instructions du Comité, même s'il y a des différences par rapport aux conditions de votre *assurance*. Ils déterminent aussi qui recevra quel pourcentage de l'*indemnité*.

Le Comité estime que l'événement n'est pas un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, les conditions de votre *assurance* sont valables.

Chapitre 13. Que devez-vous faire en cas d'accident de la circulation?

Vous êtes blessé à la suite d'un *accident de la circulation* avec le *véhicule assuré*? Dans ce cas, vous devez faire ce qui est indiqué ci-dessous.

1. Vous devez d'abord tout faire pour prévenir et limiter les dommages autant que possible.
2. Communiquez-nous ensuite le plus rapidement possible, et en tout cas dans les 8 jours, toutes les informations et tous les documents relatifs à l'*accident de la circulation* et aux dommages.

Vous devez nous donner les informations suivantes:

- les circonstances de l'*accident de la circulation*;
- les causes de l'*accident de la circulation*;
- l'ampleur des dommages;
- les personnes impliquées dans l'*accident de la circulation*;
- les témoins de l'*accident de la circulation*;
- les services de police qui sont intervenus lors de l'*accident de la circulation*.

Le mieux est de compléter entièrement notre constat amiable d'accident automobile.

3. Après avoir complété le constat amiable d'accident automobile, il est possible que vous receviez d'autres informations et documents. Transmettez-les-nous également le plus rapidement possible. Par exemple:
 - la déclaration à la police;
 - d'autres documents relatifs à l'*accident de la circulation* que vous recevez, par exemple de la police, du Parquet, du Ministère public ou du tribunal, comme une citation.
4. Vous vous faites examiner et soigner par un médecin. Et vous nous transmettez sa déclaration reprenant les blessures dont vous souffrez et la date probable de votre guérison.
5. Une procédure judiciaire est lancée quant à votre *accident de la circulation*? Vous devez alors collaborer. Vous devez vous rendre au tribunal si vous recevez une citation et que le juge vous le demande. Et vous devez collaborer aux examens que le tribunal fait réaliser.
6. Vous voulez régler l'affaire vous-même avec la personne qui a causé les dommages? Entre vous ou par l'intermédiaire d'un juge? Dans ce cas, vous devez nous le faire savoir à temps.
7. Pouvons-nous récupérer nos *dépenses* auprès de la personne qui a causé l'*accident de la circulation*? Alors vous et vos *ayants droit* devez collaborer à cette récupération. Vous ne pouvez rien faire pour empêcher cela.
8. Vous avez des dommages causés par le terrorisme? Dans ce cas, vous devez également faire ceci:
 - vous devez aussi déclarer les dommages à la police si nous le demandons;
 - vous devez faire tout ce que les pouvoirs publics vous demandent pour obtenir le montant que les pouvoirs publics paient pour les dommages;
 - prévenez-nous immédiatement si vous recevez un montant de la part des pouvoirs publics.

Vous décédez? Dans ce cas, vos *ayants droit* doivent nous fournir les informations et les documents nécessaires relatifs à l'*accident de la circulation* et aux dommages.

Examens médicaux

Vous vous faites examiner et soigner par un médecin. Et vous transmettez sa déclaration à notre médecin-conseil. Cette déclaration reprend les blessures dont vous souffrez et la date probable de votre guérison.

Nous demandons à un médecin ou à un collaborateur de Baloise Insurance de se rendre chez vous? Ou nous vous demandons de vous rendre chez l'un d'eux? Vous devez alors collaborer. Le médecin peut vous soumettre à un examen médical.

Vous veillez à ce que votre médecin traitant réponde à toutes les questions de notre médecin-conseil. Vous faites ainsi compléter la déclaration des blessures que nous vous remettons par votre médecin traitant.

Vous refusez les soins ou traitements médicaux? Ou vous commencez ces traitements trop tard? Et vous aggravez de ce fait vos blessures? Dans ce cas, nous ne payons pas pour ces dommages supplémentaires.

Que faisons-nous si vous ne faites pas ce que vous devez faire?

1. Vous ou vos *ayants droit* ne respectez pas les obligations stipulées ci-dessus, ce qui nous cause un préjudice? Dans ce cas, nous ne payons pas ou nous payons moins. Cela dépend du préjudice que nous subissons. Si nous avons déjà payé, nous pouvons réclamer nos *dépenses* à vous ou à vos *ayants droit*.
2. Vous ou vos *ayants droit* omettez intentionnellement de faire ce que vous devez faire ou de ce qu'ils doivent faire? Dans ce cas, nous ne payons pas et nous résilions cette *assurance*.

Chapitre 14. Vous voulez choisir un médecin vous-même?

Vous ne voulez pas que notre médecin-conseil détermine seul vos dommages? Dans ce cas, vous pouvez choisir vous-même un médecin qui vous assiste. Vous devez payer vous-même les honoraires de ce médecin. Dès lors, les deux médecins décident ensemble.

Les deux médecins ne sont pas d'accord l'un avec l'autre? Dans ce cas, nous apportons une solution au moyen d'une expertise médicale. Vous avez le choix entre 2 possibilités:

- Nous choisissons ensemble un troisième médecin pour déterminer vos dommages. C'est ce que nous appelons une expertise médicale à l'amiable. Le troisième médecin tranche. Vous et nous devons nous en remettre à son jugement. Vous et nous payons chacun la moitié des frais du troisième médecin.
- Nous laissons le juge choisir un troisième médecin ou décider comment nous devons déterminer vos dommages. Le juge prend cependant la décision finale concernant vos dommages. Il décide également qui doit payer ces frais. Le juge ne prend pas la décision? Dans ce cas, vous et nous payons chacun la moitié.

Chapitre 15. À qui pouvons-nous réclamer nos dépenses?

A. Conducteur Select

1. Quand pouvons-nous récupérer nos dépenses?

Nous payons pour les dommages? Dans ce cas, nous réclamons une partie de nos *dépenses* à la personne qui a causé l'*accident de la circulation*, à la personne qui est responsable de ses fautes ou à son assureur. Cette partie consiste en les frais médicaux et en les frais de l'enterrement.

2. Au près de qui ne réclamons-nous pas nos dépenses?

Nous ne réclamons pas nos *dépenses* à l'une des personnes suivantes:

- le *preneur d'assurance*;
- le *conducteur*;
- le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou du *conducteur* ou les enfants vivant sous le même toit. Par enfants vivant sous le même toit, nous entendons aussi les enfants qui séjournent temporairement ailleurs en raison de leur profession, de leurs études, de leurs vacances ou de leur santé.

Ces personnes ont causé l'*accident de la circulation* intentionnellement? Ou elles ont une *assurance* en responsabilité qui paie pour les dommages à leur place? Dans ce cas, nous pouvons leur réclamer nos *dépenses*.

B. Conducteur Safe

1. Quand pouvons-nous récupérer nos dépenses?

Ci-dessous est précisé quand nous pouvons récupérer nos *dépenses*.

- a. Nous payons pour les dommages? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé l'*accident de la circulation*, à la personne qui est responsable de ses fautes ou à son assureur.
- b. Nous ne pouvons pas réclamer nos *dépenses*? Et ce, à cause de vous ou d'un *ayant droit*? Dans ce cas, nous réclamerons nos *dépenses* à vous ou à cet *ayant droit*. Cette personne ne paie toutefois pas plus que le préjudice que nous subissons.
- c. Nous ne payons pas pour tous vos dommages? Dans ce cas, vous ou l'*ayant droit* pouvez réclamer vous-même la différence à la personne qui a causé l'*accident de la circulation*. Votre réclamation ou celle d'un *ayant droit* prime toujours sur la nôtre.
- d. Les frais de justice ou l'indemnité de procédure que nous récupérons nous reviennent toujours. L'indemnité de procédure est un montant fixe. Ce montant est une partie des frais et des honoraires de l'avocat de la personne qui obtient gain de cause au tribunal.

2. Au près de qui ne réclamons-nous pas nos dépenses?

Nous ne réclamons pas nos *dépenses* à l'une des personnes suivantes:

- le *preneur d'assurance*;
- le *conducteur*;

- le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou du *conducteur* ou les enfants vivant sous le même toit. Par enfants vivant sous le même toit, nous entendons aussi les enfants qui séjournent temporairement ailleurs en raison de leur profession, de leurs études, de leurs vacances ou de leur santé.

Ces personnes ont causé l'*accident de la circulation* intentionnellement? Ou elles ont une assurance en responsabilité qui paie pour les dommages à leur place? Dans ce cas, nous pouvons leur réclamer nos *dépenses*.

Partie 4 - Assurance Transport de biens par la route pour compte propre

En cas de dommages aux biens ou de vol des biens que vous transportez par la route.

Vous avez une question? Consultez alors ce contenu et lisez ensuite le bon chapitre. Vous y trouverez la réponse.

Contenu

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle utile?	50
Chapitre 2. Notions	50
Chapitre 3. Type d'assurance	51
Chapitre 4. Quelles sont les personnes assurées?	51
Chapitre 5. Quels sont les véhicules assurés?	51
Chapitre 6. Dans quels pays êtes-vous assuré?	52
Chapitre 7. Quelle valeur assurons-nous?	52
Chapitre 8. Quand cette assurance est-elle valable?	52
Chapitre 9. Quels biens assurons-nous?	53
Chapitre 10. Quels biens n'assurons-nous pas?	53
Chapitre 11. Pour quels dommages payons-nous?	54
Chapitre 12. Dommages causés par le vol	55
Chapitre 13. Quels frais payons-nous également?	56
Chapitre 14. Pour quels dommages ne payons-nous pas?	57
Chapitre 15. Dommages causés par le terrorisme	60
Chapitre 16. Que devez-vous faire en cas de dommages ou de vol?	61
Chapitre 17. Combien payons-nous pour les dommages?	61
Chapitre 18. Le preneur d'assurance doit-il payer une franchise?	63
Chapitre 19. À qui pouvons-nous réclamer nos dépenses?	63

Chapitre 1. En quoi cette assurance est-elle utile?

L'assurance Transport de biens par la route pour compte propre est une assurance qui assure les dommages aux biens ou le vol des biens que vous transportez avec le *véhicule assuré*.

Lisez attentivement les Conditions Générales.

Ces Conditions Générales précisent quand nous payons et le montant que nous payons, mais aussi quand nous ne payons pas. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Lisez aussi les Conditions Particulières attentivement.

Elles précisent quel est le *véhicule désigné* et quel usage vous faites de ce *véhicule*, ainsi que la valeur pour laquelle les biens sont assurés. Vous et nous avons pris des engagements supplémentaires? Dans ce cas, ceux-ci sont également repris aux Conditions Particulières. Lisez-les donc attentivement.

Vous avez des questions? Prenez contact avec votre intermédiaire.

Chapitre 2. Notions

Les notions reprises ci-dessous ont, aussi bien dans ces Conditions Générales que dans les Conditions Particulières, la signification suivante. Nous vous donnons la signification de ces notions pour éviter tout malentendu. Ces notions sont indiquées en *italique*.

Assurance

L'assurance Transport de biens par la route pour compte propre.

Danger imminent

Un danger qui causera presque certainement un *sinistre* si vous ne prenez pas de mesures pour le prévenir.

Dépenses

L'*indemnité*, les frais de justice et les intérêts.

Franchise

Une partie de l'*indemnité* que le *preneur d'assurance* doit payer lui-même.

Indemnité

Le montant que nous payons pour les dommages causés par un *sinistre* assuré. Nous calculons ce montant selon les conditions de cette *assurance*.

Preneur d'assurance

La personne qui prend cette *assurance*.

Remorque

Un chariot sans moteur conçu pour être tracté par un *véhicule*.

Sinistre

Un événement:

- qui a causé des dommages aux biens assurés, ou
 - lors duquel des biens assurés ont été volés
- et pour lequel cette *assurance* peut être d'application.

Valeur assurée

Le montant pour lequel nous assurons les biens. Ce montant est repris aux Conditions Particulières.

Véhicule

Un véhicule automoteur qui est construit pour circuler sur le sol. Le véhicule est équipé d'un moteur lui permettant de rouler. Cela peut être n'importe quel moteur, par exemple un moteur à essence ou un moteur électrique. Et le véhicule ne circule pas sur des rails, tel un train, un tram ou un métro.

Véhicule assuré

Tous les *véhicules* et *remorques* figurant au chapitre 5.

Véhicule désigné

Le *véhicule* aux Conditions Particulières.

Chapitre 3. Type d'assurance

Cette *assurance* n'est pas une assurance obligatoire. C'est une assurance d'un bien. Nous payons un montant lorsqu'il y a des dommages aux biens que vous transportez avec le *véhicule assuré*. Ou lorsque ceux-ci sont volés dans le *véhicule assuré*.

Chapitre 4. Quelles sont les personnes assurées?

Voici les personnes qui sont assurées:

- le *preneur d'assurance*;
- le propriétaire du *véhicule désigné*;
- la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule assuré*;
- la personne qui, avec l'autorisation du propriétaire, a le *véhicule assuré* au moment du *sinistre*: le détenteur du *véhicule assuré*.

Chapitre 5. Quels sont les véhicules assurés?

Voici les *véhicules* dans lesquels nous assurons les biens.

A. Le véhicule désigné

Le premier *véhicule* dans lequel les biens sont assurés est le *véhicule désigné*. Il s'agit du *véhicule* figurant aux Conditions Particulières. Les Conditions Particulières mentionnent également une *remorque* de plus de 750 kg? Dans ce cas, nous assurons également les biens qui se trouvent dans cette *remorque* désignée. Elle doit alors être attelée au *véhicule désigné*.

La *remorque* ne figure pas aux Conditions Particulières? Et elle est attelée au *véhicule désigné*? Dans ce cas, nous assurons également les biens se trouvant dans cette *remorque*:

- si cette *remorque* ne pèse pas plus de 750 kg et porte la plaque d'immatriculation du *véhicule désigné*, ou
 - si cette *remorque* pèse plus de 750 kg et que vous la louez ou l'empruntez temporairement à autrui.
- Vous devez toutefois avoir vous-même une *remorque* qui pèse plus de 750 kg figurant aussi aux Conditions Particulières.

B. Le véhicule de remplacement temporaire

Le deuxième *véhicule* dans lequel les biens sont assurés est le véhicule de remplacement temporaire que vous utilisez lorsque le *véhicule désigné* est inutilisable pour un certain temps, par exemple pour cause d'entretien ou de réparation. Ou même lorsque vous ne pourrez plus jamais utiliser le *véhicule désigné*, comme en cas de perte totale.

Ce *véhicule* doit toutefois remplir toutes les conditions suivantes:

1. Vous utilisez ce *véhicule* de la même manière que le *véhicule désigné*;
2. Ce *véhicule* n'appartient pas à une des personnes suivantes:

- le *preneur d'assurance*.

S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, le véhicule de remplacement temporaire ne peut appartenir au conducteur. Il s'agit de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné*;

- le conjoint ou le partenaire cohabitant du *preneur d'assurance* ou les enfants vivant sous le même toit. S'agit-il de l'*assurance* d'une entreprise, d'une association ou d'une autre personne morale? Dans ce cas, c'est le conjoint ou le partenaire cohabitant de la personne qui a l'autorisation du propriétaire de conduire le *véhicule désigné* ou les enfants vivant sous le même toit. Par enfants vivant sous le même toit, nous entendons aussi les enfants qui séjournent temporairement ailleurs en raison de leur profession, de leurs études, de leurs vacances ou de leur santé;
- le propriétaire du *véhicule désigné*;
- la personne qui, avec l'autorisation du propriétaire, a le *véhicule désigné* au moment du *sinistre*: le détenteur du *véhicule désigné*.

Attention! Le véhicule de remplacement temporaire peut appartenir au garagiste chez qui se trouve le *véhicule désigné* à ce moment-là.

Les biens dans le véhicule de remplacement temporaire sont assurés à partir du moment où vous ne pouvez plus utiliser le *véhicule désigné*. Vous pouvez utiliser ce *véhicule* au maximum pendant 30 jours d'affilée. Au-delà de cette période, cette *assurance* n'est plus valable pour ce *véhicule*. Dans le cas d'un *sinistre* survenu après ces 30 jours, nous ne payons pas pour ces dommages.

Chapitre 6. Dans quels pays êtes-vous assuré?

Cette *assurance* est valable dans les pays suivants:

- Allemagne
- Belgique
- France
- Luxembourg
- Pays-Bas

Chapitre 7. Quelle valeur assurons-nous?

Le *preneur d'assurance* choisit lui-même le montant pour lequel il veut assurer les biens. Le montant qu'il choisit est la *valeur assurée*. La valeur qu'il choisit ne doit pas être égale à la vraie valeur.

Nous appelons cela une assurance au premier risque.

Chapitre 8. Quand cette assurance est-elle valable?

Cette *assurance* commence lorsque vous avez chargé les biens dans le *véhicule assuré* et elle se termine lorsque vous avez déchargé les biens du *véhicule assuré*.

Parfois, vous êtes aussi assuré alors que vous ne roulez pas.

1. Vous transportez les biens pour votre travail? Dans ce cas, vous êtes également assuré lorsque vous devez vous arrêter en cours de route avec le *véhicule assuré*, par exemple pour respecter le temps de repos, pour prendre un repas ou pour un arrêt sanitaire. Ainsi que lorsque le *véhicule assuré* est à l'arrêt et que vous êtes au travail.
2. Vous êtes aussi assuré lorsque vous devez vous arrêter contre votre gré. Par exemple, lorsque vous êtes dans un embouteillage à la suite d'un accident de la circulation ou d'une manifestation.
3. Vous avez été victime d'un accident de la circulation? Dans ce cas, vous êtes également assuré lorsque vous attendez un autre *véhicule* qui peut transporter les biens.
4. Le *véhicule assuré* tombe en panne en cours de route à la suite d'une défaillance mécanique, électrique ou électronique? Dans ce cas, vous êtes également assuré lorsque vous attendez un autre *véhicule* qui peut transporter les biens.

Pour le *véhicule* qui poursuit le transport des biens, cette *assurance* continue à être d'application, aux mêmes conditions que celles qui sont valables pour le véhicule de remplacement temporaire.

Chapitre 9. Quels biens assurons-nous?

Nous payons pour les dommages causés aux biens énumérés ci-après:

- Biens que vous avez achetés ou voulez vendre. Nous assurons aussi leur emballage individuel.
- Machines et appareils vous appartenant. Vous les transportez ou les utilisez pour votre travail. Nous ne visons pas ici les machines, appareils ou équipements, fixés définitivement dans le *véhicule assuré*. Par exemple, des armoires ou planchers.
- Autres biens en bon état qui vous appartiennent ou qui ont été mis à votre disposition pour votre travail. La valeur de ces biens peut être déterminée en argent.

Vous ne recevez pas d'argent pour le transport.

Attention! Lisez aussi le chapitre 10. En effet, nous n'assurons pas tous les biens.

Chapitre 10. Quels biens n'assurons-nous pas?

Nous ne payons jamais pour les dommages causés aux biens ci-dessous.

1. Biens qui brûlent ou rouillent facilement ou qui sont dangereux

- Biens qui sont légèrement inflammables.
- Biens qui explosent facilement.
- Biens qui rouillent facilement.
- Biens qui figurent dans la liste des catégories de dangers ADR de "l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route". Voir www.mobilite.belgium.be/fr/mobilite pour de plus amples informations.
- Biens qui sont radioactifs.

2. Papiers qui valent de l'argent

- Pièces de monnaie
- Billets de banque
- Timbres
- Actions et obligations
- Chèques
- Bons de valeur ou chèques-cadeaux
- Cartes chargées d'une somme d'argent, par exemple cartes bancaires ou cartes-cadeaux
- Autres papiers qui valent de l'argent

3. Bijoux et fourrures

- Métaux précieux, par exemple or ou argent
- Bijoux
- Pierres précieuses
- Perles naturelles qui ne sont pas montées dans un bijou
- Fourrures

4. Art et antiquités

- Art
- Antiquités
- Pièces de collection qui valent de l'argent

5. Animaux et plantes

- Animaux vivants
- Plantes et fleurs vivantes

6. Nourriture

Nourriture fraîche, par exemple légumes frais, fruits frais, viande ou poisson frais.

7. Biens qui font partie de votre maison ou de votre bureau

- Biens qui font partie de votre maison, comme les meubles et les ustensiles de cuisine.
- Biens qui font partie de votre bureau, comme les meubles de bureau, les chaises de bureau et les armoires de rangement.

8. Tabac et alcool

- Cigares, cigarettes et autres produits de tabac
- Alcool et boissons alcoolisées

9. Parfums, maquillage et médicaments

- Parfums
- Maquillage
- Médicaments, pansements et autres produits de la pharmacie

10. Moyens de transport

- *Véhicules*
- Vélos
- Bateaux
- *Remorques*

11. Protection ou emballage des biens

- Éléments qui protègent les biens
- Éléments avec lesquels vous pouvez manipuler les biens
- Éléments avec lesquels vous fixez les biens
- Conteneurs dans lesquels vous transportez les biens

12. Appareils de communication

- Téléphones mobiles
- Smartphones
- Systèmes de navigation

13. Appareils électriques et électroniques

- Appareils électriques et électroniques
- Appareils photo, caméras et lentilles
- CD et bandes magnétiques
- Supports de données, d'images ou de sons
- Lecteurs de DVD et lecteurs de Blu-ray
- Ordinateurs
- Ordinateurs portables
- Tablettes
- Applications informatiques

Attention! Ces appareils vous appartiennent et vous les utilisez pour votre travail? Ou ils ont été mis à votre disposition pour votre travail? Dans ce cas, nous payons pour les dommages causés à ces appareils.

14. Vêtements, chaussures et articles en cuir

- Vêtements
- Chaussures
- Articles en cuir

Attention! Ils vous appartiennent et vous les utilisez pour votre travail? Ou ils ont été mis à votre disposition pour votre travail? Dans ce cas, nous payons pour les dommages causés à ces biens.

15. Transport de biens par la route pour compte d'autrui

Nous ne payons pas pour les dommages causés aux biens que vous transportez pour le compte d'autrui. Il s'agit du transport de biens à la demande d'autrui et contre paiement.

Chapitre 11. Pour quels dommages payons-nous?

Nous payons pour les dommages causés aux biens figurant au chapitre 9. Voici dans quelles situations vous êtes assuré, lorsque les biens sont endommagés.

A. Dommages causés par un incendie

Nous assurons les dommages causés par:

- un incendie;
- une explosion;
- la foudre.

B. Dommages causés par la chute ou par un écroulement

Nous assurons les dommages causés par:

- la chute d'un avion sur le *véhicule assuré*;
- un écroulement, par exemple un échafaudage, un pont ou un tunnel.

C. Dommages causés par des événements naturels

Nous assurons les dommages causés par:

- une inondation. Nous entendons par là:
 - l'eau qui déborde des rives de ruisseaux, de rivières, de canaux, de lacs, d'étangs ou de mers. Elle est provoquée par la pluie, la grêle ou la fonte de la neige ou de la glace;
 - l'eau provenant d'une rupture de barrage ou d'un raz-de-marée;
 - l'eau et la boue qui s'écoulent à cause des pluies excessives ou des averses de grêle et du fait que le sol n'est pas capable d'absorber toute l'eau. Cela s'explique par une présence déjà excessive d'eau dans le sol.
 - l'eau provenant du débordement ou du refoulement d'égouts publics. Cela s'explique par des pluies ou des averses de grêle excessives, par la fonte de la neige ou de la glace ou lors d'une tempête;
 - Qu'est-ce qu'une tempête?
 - des vents de 80 kilomètres à l'heure ou plus. La vitesse du vent est mesurée par la station d'observation la plus proche de l'Institut royal météorologique ou d'une institution comparable;
 - des vents qui causent également des dommages à d'autres choses, dans un rayon de 10 kilomètres autour du *véhicule assuré*. Ces choses ont la même résistance au vent que votre *véhicule assuré*.
- un tremblement de terre;
- un glissement de terrain ou un affaissement de terrain;
- une avalanche;
- la pression d'une quantité excessive de neige;
- la chute de roches;
- la chute de pierres.

D. Dommages causés par un sinistre

Vous avez des dommages causés aux biens à la suite d'un *sinistre* survenu avec le *véhicule assuré*? Et le *véhicule assuré* est également endommagé? Dans ce cas, nous payons pour les dommages causés aux biens transportés.

Attention!

Vous avez subi des dommages dans une des situations ci-dessus? Dans ce cas, nous payons également pour les dommages suivants:

- Lorsque vous avez subi des dommages, quelqu'un a volé les biens. Nous payons pour les biens volés.
- Lorsque vous avez subi des dommages, quelqu'un a essayé de voler les biens. À la suite de cette tentative de vol, les biens ont été endommagés ou ont été endommagés encore plus. Dans ce cas, nous payons pour ces dommages.
- Lorsque vous avez subi des dommages, le temps était vraiment très mauvais. En raison de cette météo, les biens ont été endommagés ou ont été endommagés encore plus. Dans ce cas, nous payons pour ces dommages.

Chapitre 12. Dommages causés par le vol

Nous payons pour les dommages causés par le vol aux biens figurant au chapitre 9. Voici dans quelles situations vous êtes assuré, lorsque les biens sont volés. Et les conditions qui doivent être respectées.

A. Quand payons-nous pour les dommages causés par le vol?

Nous payons lorsque les biens sont volés dans les situations ci-dessous.

1. Quelqu'un vole le *véhicule assuré* et donc les biens également. Et ce *véhicule* est équipé du système de protection contre le vol que nous demandons. Vos Conditions Particulières indiquent le système de protection contre le vol dont le *véhicule* doit être équipé.

2. Quelqu'un est entré par effraction dans le *véhicule assuré* et a volé les biens. Et ce *véhicule* est équipé du système de protection contre le vol que nous demandons. Vos Conditions Particulières indiquent le système de protection contre le vol dont le *véhicule* doit être équipé.
3. Quelqu'un vole avec violence des biens présents dans le *véhicule assuré*. Et ce *véhicule* est équipé du système de protection contre le vol que nous demandons. Vos Conditions Particulières indiquent le système de protection contre le vol dont le *véhicule* doit être équipé.
4. Quelqu'un vole avec violence le *véhicule assuré* et donc les biens également. Et ce *véhicule* est équipé du système de protection contre le vol que nous demandons. Vos Conditions Particulières indiquent le système de protection contre le vol dont le *véhicule* doit être équipé.

Attention! Une personne vole les biens présents dans la *remorque assurée*? Dans ce cas, vous êtes assuré lorsque cette *remorque* et le *véhicule assuré* sont volés ensemble. Et cette *remorque* doit être attelée à ce *véhicule*. Dans d'autres situations, vous n'êtes pas assuré pour le vol de biens dans la *remorque*. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

Attention! Quelqu'un vole les biens de la benne de chargement d'un pick-up? Dans ce cas, vous êtes assuré lorsque les biens et le *véhicule assuré* sont volés ensemble. Vous êtes aussi assuré lorsque les biens sont volés de la benne de chargement du pick-up sur lequel est monté un toit hard-top qui peut être fermé. Dans d'autres situations, vous n'êtes pas assuré pour le vol de biens du pick-up. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

Attention! Quelqu'un vole les biens qui sont fixés au porte-bagages? Dans ce cas, vous êtes assuré lorsque les biens et le *véhicule assuré* sont volés ensemble. Dans d'autres situations, vous n'êtes pas assuré pour le vol de biens que vous transportez avec un porte-bagages. Et nous ne payons donc pas pour les dommages.

B. Que devez-vous faire?

Vous devez respecter un certain nombre de règles. Vous ne le faites pas? Dans ce cas, nous ne payons pas pour vos dommages.

1. Portez plainte à la police dans les 24 heures qui suivent le moment où vous avez constaté les dommages ou le vol. Vous ne le faites pas? Dans ce cas, nous ne payons pas.
2. Le vol survient à l'étranger? Dans ce cas, vous devez porter plainte auprès de la police du pays où vous vous trouvez ainsi qu'en Belgique. Vous ne le faites pas? Dans ce cas, nous ne payons pas.
3. Le *véhicule désigné* doit parfois être équipé d'un système de protection contre le vol. Vous devez respecter toutes les règles figurant à ce sujet dans les Conditions Particulières. Le *véhicule* n'est pas équipé du système de protection contre le vol que nous demandons? Dans ce cas, nous ne payons pas.
4. Les systèmes de protection doivent à la fois être enclenchés et être bien entretenus. Nous pouvons démontrer qu'ils étaient désactivés ou ne fonctionnaient pas bien au moment où vous avez subi les dommages ou au moment du vol? Dans ce cas, nous ne payons pas.
5. Vous abandonnez le *véhicule assuré*? Dans ce cas, vous devez:
 - fermer à clé les portes et le coffre à bagages ou l'espace de rangement;
 - bien fermer le toit et les fenêtres;
 - emporter les clés, les systèmes de démarrage sans clé et les commandes à distance.Vous ne le faites pas? Dans ce cas, nous ne payons pas.
6. Entre 21h00 et 06h00, vous devez stationner le *véhicule assuré*:
 - soit dans un garage que vous êtes le seul à utiliser. Dans ce cas, vous ne devez pas fermer le *véhicule* à clé. Par contre, vous devez fermer à clé le garage, ou l'habitation où le garage se trouve;
 - soit sur un terrain clôturé par un grillage. Les portes d'accès doivent aussi être fermées à clé.Vous stationnez votre *véhicule* autre part? Dans ce cas, nous payons pour vos dommages, mais le *preneur d'assurance* doit payer une *franchise*. La *franchise* s'élève alors à 625,00 EUR. Et vous devez entièrement fermer le *véhicule assuré* et le fermer à clé. Vous ne le faites pas? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Chapitre 13. Quels frais payons-nous également?

Vous avez subi des dommages et ces dommages sont assurés chez nous? Dans ce cas, nous vous remboursons également les frais ci-dessous. Le montant de la *franchise* figurant au chapitre 18 n'est pas d'application pour ces frais. Vous devez nous fournir la facture de ces frais. Ou vous devez démontrez que vous avez payé ces frais.

Attention! Pour ces frais, nous ne payons jamais plus de 20 % de la *valeur assurée*.

A. Frais de sauvetage

Nous payons les frais que vous exposez pour prévenir les dommages ou pour prévenir d'autres dommages. Ces frais doivent être raisonnables.

Voici les situations dans lesquelles nous payons:

- nous avons exposé ces frais, ou
- vous avez exposé ces frais et vous avez demandé notre autorisation, ou
- vous avez exposé ces frais étant donné le *danger imminent* et ensuite vous nous avez immédiatement informé des frais que vous avez exposés.

Quand ne payons-nous pas les frais pour le sauvetage?

1. S'il n'y avait pas de *danger imminent*.
2. Si vous n'avez pas fait de votre mieux pour prévenir les dommages à vos biens.

B. Frais pour avarie grosse

La cargaison d'un navire peut être jetée par-dessus bord pour sauver le navire. Les frais sont alors répartis équitablement entre tous ceux qui avaient un chargement sur le navire. Donc pas uniquement entre les parties qui ont subi des dommages. Nous appelons ces frais avarie grosse.

Lorsque le *véhicule assuré* et les biens se trouvent sur le bateau, vous devez peut-être aussi participer au paiement de ces frais. Nous vous remboursons ces frais.

C. Frais de déblaiement, frais de repêchage hors de l'eau ou frais de démolition

Nous payons les frais que vous exposez pour:

- déblayer les biens,
- retirer les biens de l'eau, ou
- démolir les biens.

Nous payons uniquement si vous deviez déblayer, sortir de l'eau ou détruire les biens sur ordre de l'autorité compétente. Ou pour prévenir d'autres dommages.

Chapitre 14. Pour quels dommages ne payons-nous pas?

Voici les situations dans lesquelles nous ne payons pas.

Dans certaines de ces situations, nous payons tout de même lorsqu'une personne en dehors de votre famille ou de votre travail conduit le *véhicule assuré* au moment du *sinistre*. L'assurance est-elle d'une personne? Ce seront alors les règles "En dehors de votre famille" qui seront valables. Le *preneur d'assurance* est une entreprise, une association ou une autre personne morale? Ce seront alors les règles "En dehors de votre travail" qui seront valables. Qu'entendons-nous par "En dehors de votre famille" et "En dehors de votre travail"?

A. En dehors de votre famille

Nous entendons une personne autre que le *preneur d'assurance*, le bénéficiaire, le conducteur habituel et leurs ascendants et descendants, leur conjoint, leurs alliés en ligne directe ou les personnes vivant sous le même toit.

B. En dehors de votre travail

Nous entendons une personne autre que le bénéficiaire, l'associé, le mandataire social, l'administrateur, le gérant ou tout autre organe d'administration, leurs ascendants et descendants, leur conjoint, leurs alliés en ligne directe ou les personnes vivant sous le même toit.

Voici les situations dans lesquelles nous ne payons pas.

1. Si le sinistre est causé intentionnellement

Une des personnes suivantes a causé le *sinistre* intentionnellement? Ou une de ces personnes a participé à un *sinistre* causé intentionnellement? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Quelles sont ces personnes?

- a. Une des personnes reprises au chapitre 4 et leurs membres de la famille.
- b. Un passager.

Attention! Une personne en dehors de votre famille ou en dehors de votre travail a causé le *sinistre*? Et le *preneur d'assurance* n'en savait rien et n'a pas donné son autorisation? Dans ce cas, il est assuré.

Nous payons dans cette situation? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.

2. Si le conducteur ne pouvait pas conduire

Vous avez un *sinistre* alors que vous ne pouviez pas conduire parce que vous n'aviez pas de permis de conduire ou de certificat valable? Ou vous ne pouviez pas conduire selon la législation belge? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Une personne en dehors de votre famille ou en dehors de votre travail a causé le *sinistre*? Et le *preneur d'assurance* n'en savait rien et n'a pas donné son autorisation? Dans ce cas, il est assuré. Nous payons dans cette situation? Dans ce cas nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.

3. Si le conducteur a consommé de l'alcool, des médicaments ou de la drogue

a. Le *sinistre* survient alors que le conducteur a plus de 0,5 g/l d'alcool dans le sang. On parle ici de 0,5 pour mille. Ou si le conducteur a plus de 0,22 mg d'alcool par litre d'air expiré. Dans ce cas, nous ne payons pas. Nous ne pouvons pas démontrer qu'il existe un lien entre la consommation d'alcool et le *sinistre*? Dans ce cas nous payons.

b. Le *sinistre* survient alors que le conducteur a consommé de la drogue, des médicaments ou d'autres produits susceptibles d'influencer son comportement au volant? Dans ce cas, nous ne payons pas. Nous ne pouvons pas démontrer qu'il existe un lien entre la consommation de drogues, de médicaments ou d'autres produits et le *sinistre*? Dans ce cas, nous payons.

Attention! Une personne en dehors de votre famille ou en dehors de votre travail a causé le *sinistre*? Et le *preneur d'assurance* n'en savait rien et n'a pas donné son autorisation? Dans ce cas, il est assuré.

Nous payons dans cette situation? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.

4. Lorsque vous participez à une course de vitesse, de régularité, d'adresse ou à ce genre de concours

Vous êtes victime d'un *sinistre* alors que vous participez à :

- une course de vitesse, un concours de vitesse ou un entraînement en vue de celle-ci;
- une course de régularité, un concours de régularité ou un entraînement en vue de celle-ci;
- une course d'adresse, un concours d'adresse ou un entraînement en vue de celle-ci.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention!

- Vous participez à un rallye touristique ou à une course d'orientation? Et il ne s'agit pas de vitesse? Dans ce cas, nous payons.
- Une personne en dehors de votre famille ou en dehors de votre travail a causé le *sinistre*? Et le *preneur d'assurance* n'en savait rien et n'a pas donné son autorisation? Dans ce cas, il est assuré.

Nous payons dans cette situation? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.

5. Si vous participez à un pari ou à un défi

Vous êtes victime d'un *sinistre* alors que vous participez à un pari ou à un défi? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Une personne en dehors de votre famille ou en dehors de votre travail a causé le *sinistre*? Et le *preneur d'assurance* n'en savait rien et n'a pas donné son autorisation? Dans ce cas, il est assuré.

Nous payons dans cette situation? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.

6. Si les biens ne sont pas bien posés

Vous êtes victime d'un *sinistre* parce que vous ou un de vos collaborateurs n'avez pas bien posé les biens dans le compartiment pour le chargement ou sur le *véhicule assuré*? Ceci de manière à ce que tout ne soit pas bien réparti et ne reste pas à sa place. Dans ce cas, nous ne payons pas.

7. Si les biens ne sont pas bien emballés ou conditionnés

Vous êtes victime d'un *sinistre* parce que vous ou un de vos collaborateurs n'avez pas bien emballé les biens? Ou pas bien préparé les biens pour le transport?

Dans ce cas, nous ne payons pas.

8. Si les dommages surviennent en raison de la chaleur, du froid ou de l'humidité

Si des dommages surviennent:

- en raison de la chaleur. Nous payons quand-même si la chaleur est due au fait que le *véhicule assuré* ou les biens sont en feu;
- à cause du froid;
- du fait qu'il fait alternativement froid et chaud;
- du fait que l'air est humide.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Les dommages surviennent en raison de la chaleur, du froid ou de l'humidité mais à la suite d'un *sinistre* pour lequel nous payons? Ces situations figurent aux chapitres 11 et 12. Dans ce cas, nous payons.

9. Si les dommages surviennent à la suite d'une pollution ou d'une contamination

Vous avez des dommages dus au fait que le *véhicule assuré* était sale lorsque vous avez chargé les biens? Les biens ont-ils été de ce fait, salis ou contaminés par des bactéries? Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! La pollution ou la contamination survient mais à la suite d'un *sinistre* pour lequel nous payons? Ces situations figurent aux chapitres 11 et 12. Dans ce cas, nous payons.

10. Si les dommages surviennent à la suite d'un vice technique ou mécanique

Vous subissez des dommages du fait que:

- les biens sont techniquement en panne?
- les biens sont mécaniquement en panne?
- les biens ont une panne électrique ou électronique?
- les biens eux-mêmes avaient déjà une défaillance?

Dans ce cas, nous ne payons pas.

11. Si les dommages surviennent du fait d'un vice du véhicule assuré ou de la vétusté

Si les dommages sont dus à:

- la vétusté;
- des erreurs de construction;
- un vice du *véhicule assuré*;
- un mauvais entretien, par exemple rouler avec des pneus lisses ou avec des freins qui ne fonctionnent plus convenablement.

Dans ce cas, nous ne payons pas pour ces dommages.

12. Si les dommages surviennent en raison d'un retard

Vous avez des dommages qui sont survenus à la suite d'un retard? Et ce retard ne survient pas à la suite d'autres dommages pour lesquels nous payons? Ces autres dommages figurent au chapitre 8. Dans ce cas, nous ne payons pas.

13. Si les dommages surviennent en raison de la rouille, de la décoloration ou de l'amiante

Si des dommages surviennent en raison de:

- la rouille;
- la décoloration des biens;
- l'amiante.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

14. Si les biens ou le véhicule assuré sont saisis

Si des dommages surviennent du fait que:

- les biens ou le *véhicule assuré* sont saisis par la police. Ou par un service des douanes national ou étranger;
- les biens ou le *véhicule assuré* sont saisis par des criminels afin de se livrer à la contrebande. Ou pour négocier les biens d'une manière qui n'est pas autorisée par la loi;
- vous avez été victime de sabotage.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

15. Si les dommages surviennent à la suite d'une guerre ou d'actes de violence

Si le dommage survient alors que vous participez activement à:

- une guerre ou à des faits de même nature;
- une guerre civile;
- des attentats;
- des troubles civils ou politiques;
- des conflits du travail;
- une grève ou un lock-out;
- des émeutes;
- des actes de violence collective.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

Attention! Vous n'y participez pas activement? Dans ce cas nous payons.

16. Si les dommages sont dus à une réaction atomique, la radioactivité ou aux rayonnements ionisants

Si les dommages sont dus à:

- une réaction atomique: toute réaction qui libère de l'énergie nucléaire;
- de la radioactivité: par exemple, le rayonnement produit par une bombe nucléaire ou par une centrale nucléaire;
- des rayonnements ionisants.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

17. Si les dommages surviennent à la suite d'une responsabilité contractuelle

Vous subissez des dommages du fait que vous êtes contractuellement responsable? Ou vous êtes responsable extra-contractuellement? Dans ce cas, nous ne payons pas.

18. Si vous ne respectez pas les lois et les règles

Si les dommages surviennent parce que vous ne respectez pas:

- les lois et les règles en vigueur lorsque vous transportez des biens. Vous faites ici quelque chose qui n'est pas prudent.
- les lois et les règles relatives au poids que vous pouvez transporter avec le *véhicule assuré*.
- les règles de la convention ADR. Il s'agit d'une convention européenne sur le transport des marchandises dangereuses. Pour de plus amples informations, consultez www.mobilite.belgium.be/fr/mobilite.

Dans ce cas, nous ne payons pas.

19. Si vous subissez des dommages supplémentaires après un sinistre

Vous avez des dommages que nous assurons. Et vous subissez des dommages supplémentaires:

- parce que vous n'avez pas pris de précautions contre un *danger imminent*;
- parce que vous ne pouvez plus utiliser les biens;
- parce que vous ne pouvez plus réaliser de bénéfice sur ces biens.

Dans ce cas, nous ne payons pas pour ces dommages.

Chapitre 15. Dommages causés par le terrorisme

Nous payons pour ces dommages dans les limites de cette *assurance*.

Nous payons uniquement pour les dommages assurés, causés par le terrorisme, et causés à des personnes qui résident officiellement en Belgique ou à des *véhicules* et des *remorques* qui sont immatriculés en Belgique.

Qu'est-ce que le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme précise ce qu'est le terrorisme:

- une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité,
- à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses,
- exécutée individuellement ou en groupe,
- et attentant à des personnes,
- ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel,
- soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités,
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Règles spéciales pour les dommages causés par le terrorisme

Des règles spéciales s'appliquent en cas de dommages causés par le terrorisme. Celles-ci sont mentionnées dans la Loi du 1er avril 2007 relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme. Cette loi relative au terrorisme détermine la manière dont les assureurs doivent traiter les dommages causés par le terrorisme. Cette loi a été publiée au Moniteur belge du 15 mai 2007. Vous pouvez retrouver le texte de cette loi sur http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi.pl ou sur www.trip-asbl.be. Ou informez-vous auprès de votre intermédiaire.

Cette loi prime sur cette *assurance*. S'il y a des différences, nous appliquons la loi relative au terrorisme. Par exemple, s'il y a des différences quant au montant que nous payons en cas de dommages ou combien de temps cela dure avant que nous ne payions.

L'asbl TRIP a été fondée sur la base de cette loi. Nous sommes membres de cette association. L'ensemble des membres de l'association paie pour tous les dommages causés par le terrorisme un montant maximal par an. En 2016, ce montant s'élevait à un peu plus de 1,2 milliard d'EUR. Chaque année, ce montant change en fonction de l'évolution des salaires et des prix en Belgique.

Comment traitons-nous les dommages causés par le terrorisme?

La Loi du 1er avril 2007 prime sur cette *assurance*.

En 2007, un Comité spécial a été créé pour les dommages causés par le terrorisme. Ce Comité détermine si un événement est un acte de "terrorisme". Le Comité se compose de différents représentants des autorités et de 2 représentants de l'asbl TRIP. Ils décident qu'un événement est un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, nous appliquons les instructions du Comité, même s'il y a des différences par rapport aux conditions de votre *assurance*. Ils déterminent aussi qui recevra quel pourcentage de l'*indemnité*. Le Comité estime que l'événement n'est pas un acte de "terrorisme"? Dans ce cas, les conditions de votre *assurance* sont valables.

Chapitre 16. Que devez-vous faire en cas de dommages ou de vol?

Vous avez des dommages? Dans ce cas, vous devez faire ce qui est indiqué ci-dessous:

1. Vous devez d'abord tout faire pour prévenir et limiter autant que possible les dommages.
2. Communiquez-nous ensuite le plus rapidement possible, et en tout cas dans les 8 jours, toutes les informations et tous les documents relatifs au *sinistre* et aux dommages.
Vous devez nous faire parvenir les informations suivantes:
 - les circonstances du *sinistre*;
 - les causes du *sinistre*;
 - l'ampleur des dommages;
 - les personnes impliquées dans le *sinistre*;
 - les témoins du *sinistre*;
 - les services de police qui sont intervenus lors du *sinistre*.
 Le mieux est de compléter entièrement notre constat amiable d'accident automobile.
3. Après avoir complété le constat amiable d'accident automobile, il est possible que vous receviez d'autres informations et documents. Transmettez-les-nous également le plus rapidement possible. Par exemple:
 - la déclaration à la police;
 - les documents indiquant l'ampleur des dommages;
 - la facture que vous avez reçue lorsque vous avez acheté les biens;
 - d'autres documents relatifs au *sinistre* que vous recevez par exemple de la police, du Parquet, du Ministère public ou du tribunal, comme une citation.
4. Les biens sont volés? Et le *véhicule désigné* doit être équipé d'un système de protection contre le vol? Envoyez-nous tous les documents relatifs à ce système de protection.
5. Nous pouvons récupérer nos *dépenses* auprès de la personne qui a causé le *sinistre*? Alors vous devez collaborer à cette récupération. Vous ne pouvez rien faire pour empêcher cela.
6. Vous avez des dommages causés par le terrorisme? Dans ce cas, vous devez également faire ceci:
 - Vous devez aussi déclarer les dommages à la police si nous le demandons.
 - Vous devez faire tout ce que les pouvoirs publics vous demandent pour obtenir le montant que les pouvoirs publics paient pour les dommages.
 - Prévenez-nous immédiatement si vous recevez un montant de la part des pouvoirs publics.

Que faisons-nous si vous ne faites pas ce que vous devez faire?

1. Vous ne respectez pas les obligations stipulées ci-dessus, ce qui nous cause un préjudice? Dans ce cas, nous ne payons pas ou nous payons moins. Cela dépend du préjudice que nous subissons. Si nous avons déjà payé, nous pouvons vous réclamer nos *dépenses*.
2. Vous omettez intentionnellement de faire ce que vous devez faire? Dans ce cas, nous ne payons pas et nous résilions cette *assurance*.

Chapitre 17. Combien payons-nous pour les dommages?

Le montant que nous payons pour les dommages dépend d'un certain nombre de choses:

- si les biens sont neufs ou usagés;
- s'ils sont endommagés ou volés;
- s'ils peuvent être réparés ou non;
- si certaines parties de ces biens peuvent être remplacées ou non.

Attention! Pour ces dommages, nous ne payons jamais plus que la *valeur assurée* moins la *franchise*. En plus de ces dommages, nous payons les frais figurant au chapitre 13.

A. Les biens sont volés ou ne peuvent pas être réparés

Les biens sont volés ou ne peuvent plus être réparés? Dans ce cas, nous payons ce qui suit:

1. Les biens sont neufs

- Les biens sont neufs? Et ils sont volés ou endommagés de telle manière qu'ils ne peuvent plus être réparés? Dans ce cas, nous payons la valeur figurant sur la facture. Pour les biens achetés à l'état neuf, il s'agit de la facture d'achat. Et pour les biens vendus à l'état neuf, il s'agit de la facture de vente.
- Nous payons aussi tous les autres frais que vous avez payés pour les biens. Par exemple, les frais pour transporter les biens ou pour les importer en Belgique. Ces frais ne sont pas inclus dans le montant de la facture.

2. Les biens sont usagés

- Les biens ont déjà été utilisés? Et ils sont volés ou endommagés de manière qu'ils ne peuvent plus être réparés? Dans ce cas, nous ou notre expert déterminons quelle était la valeur de ces biens juste avant le *sinistre*. Il s'agit de la valeur marchande actuelle du bien. Nous payons ce montant. Nous tenons compte ici de la manière dont les biens se présentaient avant le *sinistre*. Du montant qu'ils ont déjà perdu en termes de valeur du fait de leur utilisation ou de leur usure.
- Nous payons aussi tous les autres frais que vous avez payés pour les biens. Par exemple, les frais pour transporter les biens ou pour les importer en Belgique.

B. Les biens peuvent être réparés ou des parties peuvent être remplacées

Les biens peuvent être réparés? Ou certaines parties peuvent être remplacées? Dans ce cas, nous calculons le montant que vous recevez comme suit:

- Nous ou notre expert déterminons quelle était la valeur de ces biens juste avant le *sinistre*. Il s'agit de la valeur marchande actuelle du bien.
- Nous prenons la valeur de ces biens lorsqu'ils sont neufs. Il s'agit de la valeur à neuf.
- De la valeur à neuf, nous déduisons la valeur marchande actuelle.
- Nous vous payons le montant restant pour la réparation.

Attention! Nous ne pouvons pas déterminer le montant pour lequel vous pouvez acheter les biens ou parties à neuf? Dans ce cas, nous calculons le montant que vous recevez comme suit:

- Nous prenons le montant que vous devez payer pour faire réparer les biens ou pour remplacer certaines parties.
- Nous en déduisons 33 %.
- Nous vous payons le montant restant pour la réparation.

C. Qu'est-ce qui est encore important à savoir?

Tenez compte aussi de ce qui suit:

1. Fichiers et données

Pour les biens suivants, nous payons uniquement les frais pour reconstituer le matériel:

- prototypes
- modèles
- plans
- photos
- cassettes, disques ou CD
- clé USB, carte-mémoire ou carte SD
- bande vidéo ou DVD

Attention! Nous ne payons pas les frais de recherche. Et nous ne payons pas non plus pour les fichiers ou les données contenus dans ces documents ou appareils.

2. Lorsque les biens se composent de différentes parties

Les biens se composent de différentes parties formant un ensemble? Par exemple, une paire de chaussures ou une armoire que vous devez encore monter? Dans ce cas, nous payons les dommages par pièce. Nous ne payons donc pas pour les dommages parce que vous ne pouvez plus utiliser les pièces réunies. Ou parce que vous ne pouvez plus utiliser certaines parties du fait qu'une ou plusieurs pièces sont endommagées.

3. Si des dommages ont été causés à vos étiquettes

Vous avez des dommages et ces dommages sont assurés chez nous? Et vous n'avez que des dommages aux étiquettes apposées sur les biens? Dans ce cas, nous payons uniquement les frais de remise en état des étiquettes ou d'achat de nouvelles étiquettes. Nous ne payons donc pas pour les recoller sur les biens par exemple. Le montant pour les étiquettes réparées ou neuves est supérieur à la valeur des biens concernés? Dans ce cas, nous payons au maximum le montant pour lequel vous avez acheté ces biens.

Chapitre 18. Le preneur d'assurance doit-il payer une franchise?

Pour chaque *sinistre* pour lequel nous payons, le *preneur d'assurance* doit payer une *franchise*. La *franchise* s'élève à 125,00 EUR par *sinistre*.

Vous ne respectez pas les conditions du chapitre 12? Dans ce cas, le *preneur d'assurance* doit payer lui-même 625,00 EUR.

Chapitre 19. À qui pouvons-nous réclamer nos dépenses?

Ci-dessous est précisé quand nous pouvons récupérer nos *dépenses*.

A. Quand pouvons-nous récupérer nos dépenses?

1. Nous payons pour des dommages? Dans ce cas, nous réclamons nos *dépenses* à la personne qui a causé le *sinistre*.
2. Nous ne pouvons pas réclamer nos *dépenses*? Et ce à cause de vous? Dans ce cas, nous vous réclamerons nos *dépenses*. Vous ne paierez toutefois pas plus que le préjudice que nous subissons.
3. Nous ne payons pas pour tous vos dommages? Dans ce cas, vous pouvez réclamer vous-même la différence à la personne qui a causé le *sinistre*. Votre réclamation prime toujours sur la nôtre.
4. Les frais de justice ou l'indemnité de procédure que nous récupérons nous reviennent toujours. L'indemnité de procédure est un montant fixe. Ce montant correspondant à une partie des frais et des honoraires de l'avocat de la personne qui obtient gain de cause au tribunal.

B. Après de qui ne réclamons-nous pas nos dépenses?

Nous ne réclamons pas nos *dépenses* à l'une des personnes suivantes:

- les assurés;
- les personnes pour lesquelles la loi précise que nous ne pouvons pas leur réclamer des *dépenses*.

Ces personnes ont causé le *sinistre* intentionnellement? Ou elles ont une assurance en responsabilité qui paie pour les dommages à leur place? Dans ce cas, nous pouvons leur réclamer nos *dépenses*.